


www.actioncontrelafaim.org

# ACTION CONTRE LA FAIM

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2010

# SOMMAIRE





TÉLÉCHARGEZ LA TOTALITÉ DU RAPPORT D'ACTIVITÉS 2010 SUR WWW.ACTIONCONTRELAFAIM.ORG
RETROUVEZ-NOUS SUR FACEBOOK ET TWEETER


Couverture: © ACF – Haïti
Vignettes sommaire gauche à droite: © Laurent Theteen – Mali, © Laurent Theteen - Mali, © ACF – RCA
Conception: Planète Com – 2010 — Imprimé sur papier recyclé




# ÉDITO



**2010** aura été marquée par le terrible séisme en Haïti qui a causé plus de 250000 morts et 1500000 déplacés. Jamais une mission d'ACF n'a mobilisé autant de ressources en quelques semaines. Grâce au fort soutien de nos donateurs particuliers ainsi que de nos partenaires institutionnels et privés, ACF a pu affecter un budget de 19 millions d'euros à la mission Haïti en 2010 et intervenir auprès de 1,2 million de personnes. Notre priorité fut de contribuer à restaurer des conditions de vies dignes pour ceux qui ont survécu.

Répondre aux urgences est une priorité pour ACF, qu'elles soient dues à une catastrophe naturelle ou à un conflit armé. Ces dernières années, un accroissement des catastrophes naturelles et des enjeux liés à l'évolution du climat laissent à penser que de nombreuses populations de pays en développement seront amenées à se déplacer à la suite de sécheresses, inondations et autres aléas climatiques.

Dès le printemps 2010, en réponse à la crise alimentaire menaçant de famine près de 10 millions de personnes dans la bande sahélienne, ACF a lancé des programmes d'urgence au Tchad et au Niger, et un appel au gouvernement et aux citoyens français à apporter une réponse « urgente et concrète » à la crise exceptionnelle qui se profilait. Face aux inondations au Pakistan ou à la montée de la malnutrition au Niger, ACF a été présente en soutenant ses sièges internationaux membres du réseau ACF-International. Ce réseau (Paris, Madrid, New York, Londres et Montréal) permet de répondre au mieux aux urgences internationales qui surgissent, avec un support de l'ensemble du réseau en termes de moyens humains, matériels et financiers.

Durant la dernière décennie, ACF a fait face à de nombreux défis dans le cadre de son combat contre la faim: insécurité grandissante, remise en cause de l'action humanitaire, professionnalisation croissante, réduction de l'espace d'intervention, limite du raisonnement urgence, réhabilitation et développement, tout cela dans un contexte de concurrence renforcée pour la recherche de fonds.
Selon la FAO*, après 15 années de hausse continue, l'année 2010 enregistre une baisse du nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde avec 925 millions de victimes. Ce chiffre reste terriblement indécent. Pourtant, selon la Banque mondiale, 10,3 milliards seraient nécessaires pour lutter efficacement contre la malnutrition dans les 36 pays les plus touchés. Les millions de décès liés à la malnutrition sont d'autant plus choquants que la malnutrition aiguë peut être soignée. Les équipes d'ACF sont plus que jamais mobilisées sur le terrain pour faire reculer la faim.

Notre finalité est d'œuvrer pour que de moins en moins de personnes soient dépendantes d'une assistance humanitaire. Mais dans l'immédiat, les besoins restent considérables et nous intervenons le plus souvent parce que les gouvernements ne veulent pas ou ne peuvent pas soulager les besoins des personnes vulnérables. Agir sur le terrain et sensibiliser l'opinion et les décideurs sont deux missions fondamentales d'ACF pour qu'elle soit encore plus efficace dans la lutte contre la malnutrition.

Benoît Miribel, Président

*Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture



© Laurent Theteen – Mali

# NOUS CONNAÎTRE

Action contre la Faim est une Organisation Non Gouvernementale (ONG) reconnue d'utilité publique. C'est une association privée, apolitique, non confessionnelle et non lucrative. Née d'une urgence, celle des réfugiés afghans au Pakistan qui, en 1979, fuyaient les combats, Action contre la Faim (ACF) a été fondée par un groupe d'intellectuels français dans le but d'éradiquer la faim de manière globale, durable et efficace dans le monde.
Alors que jusque-là, la lutte contre la faim était intégrée dans des combats plus généraux (lutte contre la pauvreté, lutte pour la santé, etc.), les membres fondateurs ont créé une organisation spécialisée dans les problèmes de la faim.

Sa mission consiste à sauver des vies par la prévention, la détection et le traitement de la malnutrition, en particulier pendant et après des situations d'urgence et de conflits. Elle centre son intervention sur une approche intégrée, prenant en compte divers secteurs :

- Nutrition, santé et pratiques de soins
- Sécurité alimentaire et moyens d'existence
- Eau, assainissement et hygiène
- Plaidoyer et sensibilisation

En 2010, ACF-International (ACF-IN) est intervenue dans plus de 45 pays, venant en aide à plus de 6,4 millions de personnes. En intégrant ses programmes avec les systèmes régionaux et nationaux, Action contre la Faim s'assure que les interventions à court terme deviennent des solutions à long terme.

## NOS VALEURS

Dans son activité, Action contre la Faim respecte les principes suivants énoncés dans sa charte :

- **INDÉPENDANCE**
- **NON DISCRIMINATION**
- **PROFESSIONNALISME**
- **NEUTRALITÉ**
- **ACCÈS LIBRE ET DIRECT AUX VICTIMES**
- **TRANSPARENCE**

Tous les membres d'Action contre la Faim, dans le monde entier, adhèrent à ces principes et s'engagent à les respecter.

## UN RÉSEAU INTERNATIONAL CONSOLIDÉ

Depuis 1995, Action contre la Faim a développé un réseau international pour agir plus globalement et aider un plus grand nombre de personnes.
Le réseau ACF-IN compte aujourd'hui 5 sièges : Paris, Madrid, Londres, New York et Montréal. Ce réseau accroît considérablement les capacités en ressources humaines et financières, et permet de spécialiser les compétences par siège.

ACF-France, ACF-Espagne et ACF-USA se consacrent principalement à leurs actions sur le terrain. Dans un souci d'efficacité et de cohérence, ces trois sièges opérationnels interviennent selon le principe de l'unicité d'action : un siège par zone d'intervention.

ACF-Royaume-Uni se concentre sur la recherche et l'évaluation des programmes. Elle s'occupe notamment de l'Observatoire de la faim (« Hunger Watch »). Puis, ACF-Royaume-Uni joue également un rôle d'intermédiaire auprès de la Coopération britannique (DFID) pour le compte des autres sièges.

ACF-Canada est davantage tournée vers la collecte de fonds publics en Amérique du Nord et la coordination des questions de formation des personnels de terrain.

# OPTIMISER NOTRE EFFICIENCE

Notre ambition à l'horizon 2014 au travers de 3 grands objectifs :

1 **Augmenter** notre impact contre la malnutrition, en contribuant par notre approche intégrée à sauver davantage d'enfants de moins de 5 ans.

2 **Affirmer** la fonction plaidoyer d'ACF pour la faire émerger comme un domaine d'action stratégique, afin de s'attaquer aux causes et obtenir des changements durables contre la malnutrition.

3 **Créer** plus de lien par un collectif ACF renforcé. Cela passe par la conception d'un pacte humanitaire collectif, élément essentiel de notre cohésion sociale, par un engagement plus marqué pour la défense des principes humanitaires, par une dimension citoyenne accrue et la structuration du réseau ACF-International pour en faire un véritable mouvement international contre la faim.

## MODÈLE SOCIO-ÉCONOMIQUE

Après avoir évalué et constaté les besoins dans une région affectée par la malnutrition aiguë, ACF met en œuvre des programmes pour combattre la malnutrition. ACF envoie sur place des équipes et embauche des salariés locaux pour structurer et développer ses programmes sur le terrain. Au siège, les experts assurent la coordination des « missions », apportent une expertise et un support technique dans chacun des métiers d'ACF (nutrition, santé et pratiques de soins ; eau, assainissement et hygiène ; sécurité alimentaire et moyens d'existence ; plaidoyer et sensibilisation) ainsi qu'un soutien logistique d'ensemble (ressources humaines, achats, comptabilité).

Cette activité au service des bénéficiaires est financée, d'une part grâce à des dons d'origine privée (générosité du public, mécénat et partenariats), d'autre part avec des subventions octroyées par des bailleurs institutionnels, notamment européens. Ainsi, les dons privés assurent en premier lieu à ACF la liberté de mener des évaluations des besoins humanitaires et initier des projets à tout instant. Puis ils permettent de financer directement des actions sur le terrain et, au-delà, de lever davantage de fonds institutionnels qui contribueront directement aux programmes opérationnels. **En d'autres termes, par l'effet multiplicateur du don, 1 euro confié à ACF par un donateur permettra d'obtenir 1,5 euros supplémentaires pour financer un total de 2,5 euros pour les bénéficiaires.**


© Grégoire Korganov/Rapho - Soudan

# LA GOUVERNANCE



## GOUVERNANCE GÉNÉRALE

**Assemblée Générale (AG)**
L'assemblée générale d'Action contre la Faim est l'organe souverain de l'association. Elle regroupe l'ensemble de ses membres et veille au développement des actions de l'association dans le respect de sa charte et de son préambule. Elle se réunit une fois par an et mandate le conseil d'administration qu'elle renouvelle par tiers.
En 2010, l'association comptait 520 membres.

**Conseil d'Administration (CA)**
Action contre la Faim est administrée par un conseil d'administration, élu par l'AG. Il veille à la mise en œuvre du projet de l'association conformément aux choix de l'AG. Il désigne un Président et un Bureau plus particulièrement chargés du suivi et du contrôle de l'association.

**Direction Générale**
La gestion exécutive des activités de l'association est déléguée à une direction générale, sous l'autorité d'un Directeur général, formée de 8 directions distinctes :
- Une direction générale (François Danel).
- Une direction des opérations (Thomas Gonnet).
- Une direction scientifique et technique (Ioana Kornett).
- Une direction de la communication et du développement (Valérie Daher).
- Une direction administrative, financière et des systèmes d'information (Gilles Bonnet).
- Une direction des ressources humaines (Catherine Di Maria).
- Une direction logistique (Erland Egiziano).

## SYSTÈME D'ÉVALUATION DE L'IMPACT ET DE L'EFFICACITÉ DE L'ACTION DE L'ORGANISATION

**Comité d'Audit**
Le comité d'audit a pour mission d'assister le conseil d'administration dans l'exercice de sa fonction de surveillance des affaires et de la gestion de l'association afin d'en maîtriser les risques dans le respect des principes de gouvernance. Il intervient notamment dans 3 domaines principaux :
- Les comptes et l'information financière.
- Les risques et le contrôle interne.
- L'audit interne et externe.

**Audit interne**
L'audit interne, renforcé en 2009 par le recrutement d'un auditeur interne, a pour objectif de donner à l'organisation une évaluation du degré de maîtrise de ses opérations, et de lui apporter ses conseils pour les améliorer. Il aide l'organisation à atteindre ses objectifs en évaluant ses processus de management des risques à incidence financière, ses processus de contrôle et de gouvernance. Il formule des propositions pour renforcer leur efficacité. En 2010, 7 audits ont été réalisés et 6 d'entres eux concernaient les missions d'ACF.

**Contrôles externes**
Des commissaires aux comptes indépendants garantissent la rigueur de notre gestion et la transparence de nos comptes, publiés chaque année. De plus, les grands bailleurs de fonds institutionnels internationaux (ECHO, USAID) exercent un contrôle permanent sur nos comptes, au siège comme sur le terrain. Enfin, Action contre la Faim est susceptible d'être auditée à tout moment par la Cour des comptes et l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales).

**Comité de la Charte**
Action contre la Faim est membre du Comité de la Charte, organisme de surveillance qui rassemble des associations et fondations françaises qui ont en commun le respect d'une série de principes déontologiques en termes de rigueur budgétaire et de transparence des comptes. En 2010, le Comité de la Charte a rendu son rapport triennal et renouvelle l'agrément d'Action contre la Faim du don en confiance.

**Conseil Scientifique**
Le conseil scientifique international du réseau d'Action contre la Faim-International réunit des experts scientifiques issus du milieu de la recherche et du monde universitaire. Il assiste le réseau ACF-IN dans la définition des priorités de recherche et apporte un soutien aux programmes de recherche en cours. Le CSI vient également en appui sur les problématiques de recherche actuelles et aide le réseau à prévoir les grands enjeux de demain en mobilisant les réseaux scientifiques internationaux.

Le conseil scientifique s'est réuni les 29 et 30 avril 2010 au siège d'ACF-New York.


© ACF-NY, Tine Frank - Ouganda



© ACF - RCA

# RÉTROSPECTIVE ACF 2010

## JANVIER

**● Haïti : séisme dévastateur**


© ACF - Haïti

Le 12 janvier, un séisme de magnitude 7 touche la capitale d'Haïti, Port-au-Prince, faisant plus de 250 000 morts, 400 000 blessés et 1,5 million de sans-abri. ACF déploie une intervention d'urgence pour venir en aide aux populations démunies, en proie à une pénurie alimentaire et à des conditions d'hygiène et d'accès à l'eau potable désastreuses.

**● Burundi : l'enquête sur l'assassinat piétine**

Deux ans après l'assassinat d'Agnès Dury, au Burundi, Action contre la Faim s'indigne de la lenteur des enquêtes. Confrontée à une multiplication de délais freinant la bonne progression des procédures, elle ne voit aucune avancée significative permettant un dénouement des enquêtes, ce qu'elle déplore.

## MARS

**● La Journée Mondiale de l'Eau**

Le 19 mars, Action contre la Faim, en collaboration avec la coalition End Water Poverty, se mobilise pour dénoncer le manque d'accès à des structures d'assainissement de base pour 2,5 milliards de personnes. ACF a recréé symboliquement la plus longue file d'attente devant les toilettes à Paris et dans 15 de ses délégations régionales.


© Nolwenn Brod



**● Stratégie régionale en Afrique de l'Ouest**

Chaque année en Afrique de l'Ouest, environ 1 million d'enfants meurent de malnutrition ou de causes associées. Face à ce constat alarmant, ACF-International travaille sur un programme de réponse à l'urgence nutritionnelle, financé par le DFID, au niveau de toute la région.


© ACF – Tchad

## MAI

**● « C'est pas sorcier » se rend au Zimbabwe**

Fred et Jamy, présentateurs de l'émission « C'est pas sorcier » diffusée sur France 3, suivent les équipes d'ACF au Zimbabwe. Deux épisodes seront réalisés « De l'eau pour tous » et « Lutte contre la faim » dans le but de sensibiliser les téléspectateurs au quotidien des populations souffrant de ces pénuries qui peuvent être l'une des principales causes de mortalité infantile dans le monde.


© ACF - Zimbabwe

## FÉVRIER

**● Mongolie : le dzüd fait des ravages**

Durant l'hiver, le dzüd, phénomène climatique mongol fut meurtrier : 8 millions de têtes de bétails ont péri des suites de ce grand froid. La situation économique du pays et l'accès à l'alimentation des populations s'en trouvent largement affectés. ACF distribue des vivres aux éleveurs et du fourrage pour les bêtes qui ont survécu.


© ACF - Mongolie

## AVRIL

**● Course contre la Faim : 4 000 heures de sensibilisation !**

En amont de la Course contre la Faim prévue le 7 mai, les salariés mais aussi les bénévoles d'Action contre la Faim ont dispensé plus de 4 000 heures de sensibilisation auprès de 230 000 élèves de France et du monde entier.

## JUIN

**● Des entreprises mobilisées**

Le 18 juin, à l'occasion du Challenge Inter-entreprises, 57 entreprises, soit plus de 1 800 salariés, se mobilisent au profit d'ACF le temps d'une journée. Ils ont parcouru 23 554 kilomètres ce qui a permis de collecter 353 000 euros au profit de l'association.


© ACF

**● Colloque inter ONG sur le stress des humanitaires**

Le 17 juin, ACF en partenariat avec la Chaire Santé et Développement du CNAM a organisé un colloque sur le thème : « Les humanitaires : une culture du stress ? »

## JUILLET

**● Sommet du G8, ACF interpelle les dirigeants internationaux**

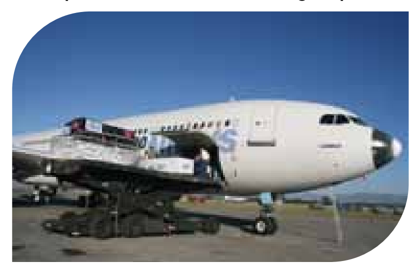
10 millions : c'est le nombre de personnes qui souffrent de malnutrition dans la région du Sahel (Niger, Tchad, Mali, Mauritanie, Nigéria et Burkina Faso). C'est dans ce contexte d'urgence qu'ACF lance un appel aux dirigeants du G8, réunis au Canada, pour qu'ils s'investissent sur la durée dans cette région à risque et qu'ils poursuivent les efforts initiés lors des précédents rendez-vous.



© Damien Guerchois - Soudan

## SEPTEMBRE

**● ACF-International : lancement d'une nouvelle procédure d'achat et de logistique**



© ACF - Haïti

Mise en place du nouveau référentiel de procédures achats et logistiques. Cet outil, commun aux trois sièges opérationnels d'ACF-France, Espagne et USA, est le référentiel unique tant en interne que vis-à-vis de nos bailleurs privés et institutionnels.

## NOVEMBRE

**● Birmanie : le cyclone Giri dévaste l'ouest du pays**

Le cyclone Giri a tout dévasté sur son passage. On compte plus de 81 000 personnes sans abri et près de 200 morts. Les besoins sont immenses. Les équipes d'ACF distribuent des rations alimentaires ainsi que des ustensiles de cuisine, d'hygiène et des matériaux pour la construction d'abris.

**● Je déj, je donne**

Le partenariat lancé par Action contre la Faim avec le Groupe Chèque Déjeuner repose sur un principe simple : la possibilité pour les salariés de faire don d'un ou plusieurs titres restaurant, et ceci sans intermédiaire. Cette année, Jean-Pierre Coffe, parrain de l'opération, s'est rendu pendant une semaine au Burkina Faso pour découvrir les programmes mis en place par l'association grâce aux fonds collectés.




© ACF, Guillaume Gaffiot – Burkina Faso



## AOÛT

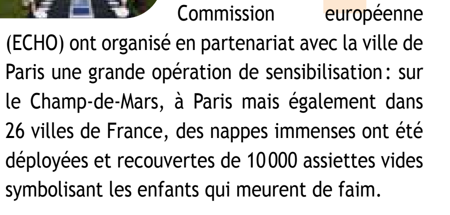
**● Pakistan : inondations meurtrières**

De violentes pluies se sont abattues sur le Pakistan et ont fait des milliers de morts et des millions de déplacés. Les équipes d'ACF-USA déjà présentes sur le terrain ont mis en place, en collaboration avec ACF-France, des programmes d'urgence afin de répondre aux besoins en eau de 52 500 personnes sinistrées. Des programmes de sécurité alimentaire sont également mis en place.

© ACF - Pakistan

## OCTOBRE

**● Journée Mondiale de l'Alimentation**



© Emmanuel Simiand

Chaque jour, 10 000 enfants de moins de 5 ans meurent de malnutrition. Face à ce constat alarmant, Action contre la Faim et le bureau d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) ont organisé en partenariat avec la ville de Paris une grande opération de sensibilisation : sur le Champ-de-Mars, à Paris mais également dans 26 villes de France, des nappes immenses ont été déployées et recouvertes de 10 000 assiettes vides symbolisant les enfants qui meurent de faim.

**● Haïti et Tchad : le choléra se propage**

En Haïti, alors qu'ACF renforce ses programmes, une épidémie fulgurante de choléra apparaît dans la région d'Artibonite ainsi qu'à Port-au-Prince. Au Tchad, le choléra fait également rage. Dans ces deux pays, ACF déclenche des programmes d'urgence pour contrer cette épidémie.

**● Indonésie : éruption du volcan Merapi**

Fin octobre 2010, le volcan Merapi entre en phase éruptive, détruisant des villages entiers. ACF déploie un programme visant à restaurer les moyens de production pour permettre à la population de retrouver son autonomie alimentaire.



© ACF - Indonésie

## DÉCEMBRE

**● Tsunami, 6 ans après**

Le 26 décembre 2004, un tsunami dévastait les côtes du Sri Lanka et d'Indonésie en provoquant la mort de centaines de milliers de personnes. Grâce à la générosité de ses donateurs, Action contre la Faim a pu intervenir immédiatement mais aussi sur le long terme. Aujourd'hui, nous assurons que 96% des fonds collectés, sur un total de 16,47 millions d'euros, ont été utilisés pour venir en aide aux victimes, conformément à la volonté des donateurs.

# CRISE HUMANITAIRE

# Comment ACF prévoit et répond aux urgences


© ACF, Gonzalo Höhr - Niger

Née d'une urgence, celle des réfugiés afghans au Pakistan en 1979, Action contre la Faim a depuis affronté de nombreuses crises. Chacune a été unique, mais on peut les classer selon leur nature.

- D'abord, **les urgences non prévisibles** provoquées par catastrophe naturelle et/ou par un conflit politique (conflit armé avec déplacements de population, massacres, génocides…). En quelques heures, les populations se trouvent dans un état de grande vulnérabilité.
- Ensuite, il existe **les urgences prévisibles** qui sont la combinaison de plusieurs facteurs : socio-politique, climatique (sécheresse), économique (hausse des prix des denrées alimentaires), de développement (dégradation des conditions de vie des populations)… Action contre la Faim surveille ces facteurs dans ses pays d'intervention afin de déclencher au besoin un dispositif d'urgence pour répondre à ces crises.

La différence majeure entre ces deux urgences : **notre temps de réaction**. Au fil des ans, Action contre la Faim a conçu des dispositifs capables d'apporter une réponse spécifique à chaque crise.

## HAÏTI : UNE CRISE MAJEURE ET UNE INTERVENTION MASSIVE

Le 12 janvier 2010, un séisme frappe Haïti. La capitale, Port-au-Prince, est dévastée (250 000 morts, 500 000 blessés, 1,5 million de sans-abri). La catastrophe affaiblit tout le pays. Action contre la Faim présente aux Gonaïves depuis 1985 a rapidement envoyé ses équipes vers Port-au-Prince. Elle fut l'une des premières ONG à intervenir. Elle déclenche immédiatement le dispositif d'urgence. Dans les heures qui suivent la catastrophe, la priorité est de rechercher les blessés et évacuer les morts. Le lendemain, la cellule de crise du siège parisien envoie une équipe et du matériel pour appuyer les équipes sur place. Il faut distribuer de l'eau potable et de la nourriture, et aussi mettre en place des latrines pour écarter tout risque d'épidémie. Rapidement, ACF recense tout ce dont elle a besoin pour organiser une aide à long terme. En 5 jours, 2 avions cargos sont affrétés avec plus de 100 tonnes de matériel. Action contre la Faim déploie des programmes en eau, assainissement et hygiène, nutrition, santé et pratiques de soin et sécurité alimentaire et moyens d'existence. La tâche est d'autant plus ardue qu'en octobre 2010, une épidémie de choléra s'est déclarée dans la région de l'Artibonite et a gagné l'ensemble du pays, affectant 250 000 personnes et faisant plus de 4 000 morts. Aujourd'hui, Haïti souffre encore des séquelles du séisme et ACF travaille toujours auprès des Haïtiens pour reconstruire durablement le pays.

## AFRIQUE DE L'OUEST : UN PROJET ORIGINAL À L'ÉCHELLE RÉGIONALE

Depuis plusieurs années, Action contre la Faim-International intervient en Afrique de l'Ouest auprès de populations en détresse nutritionnelle. Cette fragilité résulte de la combinaison de plusieurs facteurs : hausse des prix des denrées, aléas climatiques, dégradation des conditions de vie… Le Mali, la Sierra Leone, le Burkina Faso, le Tchad et le Niger sont des pays sous surveillance. ACF, consciente du caractère cyclique de ces crises, surveille la situation économique, sociale et nutritionnelle de ces pays pour prévenir les crises et au besoin déclencher le dispositif d'urgence. En 2010, certains facteurs non prévisibles ont précipité l'intervention d'ACF : une sécheresse dans la zone sahélienne, une épidémie de choléra au Tchad et des inondations au Burkina Faso. L'ensemble de ces facteurs a accru la vulnérabilité des populations ; l'état d'urgence a été décrété.

ACF a apporté une réponse appropriée à chaque situation grâce au financement du DFID (gouvernement britannique) avec qui a été signé un contrat pour répondre aux urgences en Afrique. Ainsi, sur la base d'un accord de principe, ce bailleur a débloqué des fonds conséquents en seulement quelques heures. Certaines problématiques étant communes à ces pays d'intervention,



© ACF - Haïti

ACF a ouvert un bureau régional à Dakar et a élaboré une stratégie régionale sur 5 ans. Il s'agit d'améliorer la sécurité nutritionnelle en Afrique de l'Ouest au niveau régional et non plus local, en répondant aux crises à travers le développement de systèmes d'alerte précoce, le renforcement des capacités des ministères de la Santé, mais aussi en réduisant la vulnérabilité structurelle des populations grâce à l'amélioration de la disponibilité des services de base, de la sécurité alimentaire des ménages vulnérables… Ce projet, original par son approche régionale comme par son échelle, sera développé en 2011 et devrait permettre à ACF de mobiliser davantage de décideurs politiques, de bailleurs de fonds et de partenaires opérationnels.

# PROJET DE RECHERCHE : COMMENT PRÉVENIR LA MALNUTRITION ?

La crise était prévisible. Sécheresse répétée depuis plusieurs années, hausse des prix alimentaires et du bois de chauffe : dès la fin de l'année 2008, **plusieurs facteurs combinés laissaient présager une nouvelle crise nutritionnelle au Tchad** pour l'année suivante. ACF a donc décidé de développer une approche innovante visant à prévenir le pic de malnutrition aiguë attendu. Dans ce but, un partenariat a été établi avec l'université de Gent, en Belgique, pour garantir la fiabilité scientifique et l'éthique du projet, ainsi que la publication des résultats dans des journaux scientifiques. Le projet lui-même s'est déroulé dans la ville d'Abéché à l'est du pays, où ACF intervenait avec des programmes nutritionnels traitant les enfants malnutris en partenariat avec le ministère de la Santé tchadien, les autorités sanitaires locales, l'UNICEF et le PAM (Programme alimentaire mondial). Il visait à prévenir l'apparition de nouveaux cas de malnutrition aiguë chez les enfants de 6 mois à 5 ans vivant dans les quartiers périurbains pauvres de la ville pendant la période dite « de soudure », pendant laquelle les greniers sont vides dans l'attente des prochaines récoltes prévues entre mai et septembre.



© Jane Evelyne Atwood/VU - Malawi



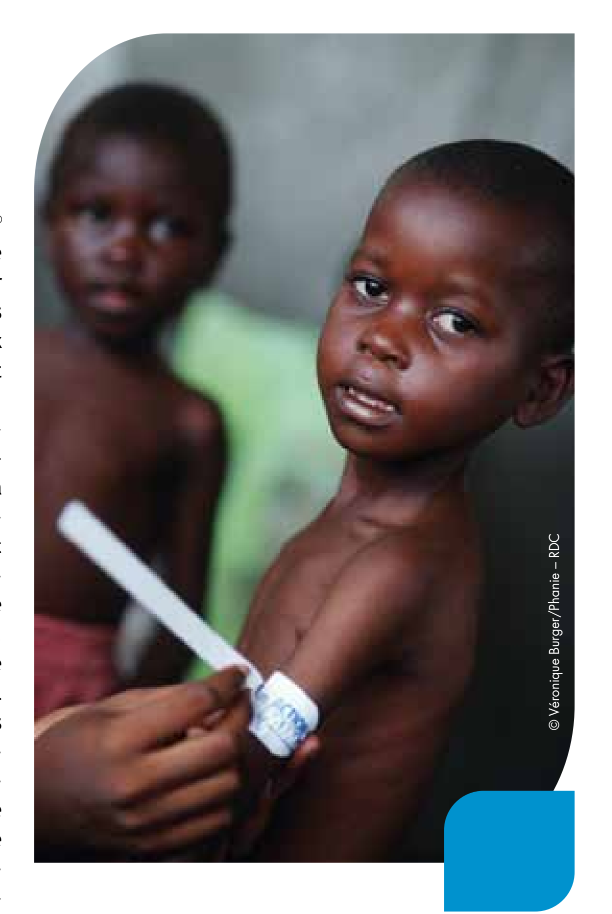
**Pour prévenir la malnutrition, le programme comprenait deux volets :**

- D'une part, des distributions alimentaires mensuelles ont été menées, conditionnées à la participation des familles à des séances de formation à l'hygiène et à l'assainissement de l'habitat, une des causes sous-jacentes de la malnutrition identifiées à Abéché. Environ 3000 familles ont ainsi reçu pendant 5 mois les distributions alimentaires organisées par les équipes ACF en coordination avec les chefs de quartier.
- D'autre part, certaines familles recevaient un pot de PlumpyDoz© par semaine en plus de la ration alimentaire, à destination des enfants non malnutris de 6 à 36 mois. La PlumpyDoz© appartient à la catégorie des Aliments Prêts à l'Emploi (APE ou RUF — Ready to Use Food) et se compose d'une pâte d'arachides, de lait écrémé en poudre, d'huile végétale, de sucres facilement assimilables, de lactosérum, de vitamines et de minéraux.

La présence de deux groupes, l'un recevant du PlumpyDoz© (groupe intervention) et l'autre non (groupe contrôle) avait pour but d'évaluer l'impact de la consommation de ce supplément nutritionnel associée à une ration alimentaire et de la formation à l'hygiène, dans la prévention de la malnutrition. Le PlumpyDoz© est un aliment très riche qui répond en effet à une autre cause sous-jacente de la malnutrition : la faible valeur nutritionnelle des bouillies données aux jeunes enfants chez les familles vulnérables. L'ajout de PlumpyDoz© aux repas de l'enfant en bas âge (entre 6 et 36 mois) permet de compléter ses apports alimentaires.

Au cours du programme, tout enfant participant au projet et détecté comme malnutri aigu était référé au programme nutritionnel du ministère de la Santé dans la ville, auquel ACF apportait son appui technique. Le projet a été mené à terme jusqu'en septembre 2010, avec un certain succès malgré les difficultés rencontrées, notamment l'interruption de la sensibilisation à l'hygiène et l'assainissement au 2e mois du programme. En effet, le kidnapping d'un humanitaire dans la ville d'Abéché a conduit ACF à réduire les effectifs de son personnel et à arrêter ses activités non essentielles. Des études transversales ont complété les données collectées mensuellement comme le poids et la taille des enfants bénéficiaires du projet. Une enquête alimentaire ainsi qu'une enquête sur les connaissances des mères en matière de nutrition ont eu lieu à mi-chemin. Deux enquêtes nutritionnelles anthropométriques ont également été réalisées, l'une avant de commencer le projet, et l'autre à la fin, afin de connaître la situation nutritionnelle parmi la population d'Abéché - principalement les enfants de 6 mois à 5 ans.

Les données seront saisies et analysées à l'Université de Gent au printemps 2011 et les résultats présentés au ministère de la Santé tchadien en juillet 2011, ainsi qu'aux familles participant au projet à Abéché. Une publication scientifique et des publications « grand public » sont planifiées pour 2011 afin de partager cette expérience innovante avec les partenaires humanitaires et la communauté internationale.



© Véronique Burger/Phanie – RDC

# OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET SÉCURITÉ NUTRITIONNELLE


© ACF-Madrid, Olivia Gay - Mali

Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) adoptés en 2000 par 189 États membres des Nations unies visent à répondre aux défis les plus importants du monde d'ici 2015.

Ces huit objectifs – assortis de cibles et d'indicateurs spécifiques – engagent la communauté internationale dans la lutte contre la pauvreté, la faim, l'analphabétisme, la discrimination contre les femmes, la maladie et la dégradation de l'environnement. Les questions relatives à la nutrition et à la sous-nutrition sont liées de manière directe ou indirecte à chacun de ces domaines d'intervention.

L'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires définit, en 2004, la sécurité nutritionnelle comme un concept plus large que la sécurité alimentaire, basée sur la disponibilité, l'accès et l'utilisation de la nourriture. On considère alors qu'un foyer – homme, femme ou enfant – a atteint la sécurité nutritionnelle lorsque celui-ci a accès à un régime alimentaire équilibré et à l'eau potable, dans un environnement sanitaire propre, avec un système de santé adéquat. La sécurité nutritionnelle nécessite simultanément « aliments », « santé » et « soins ».

La sécurité nutritionnelle, en tant que concept plus large que la sécurité alimentaire, est concernée par chacun des huit Objectifs faisant la promotion du développement, même si les liens sont les plus forts avec les OMD 1, 4 et 5. Faim, sous-nutrition et pauvreté sont indissociables : **la faim est à la fois une cause et une conséquence de la pauvreté**. Les plus pauvres ont en général un régime alimentaire beaucoup moins nutritif que les plus riches. Ainsi la problématique de la nutrition est directement liée aux questions de santé et de mortalité, notamment infantile. En effet, une femme enceinte bien nourrie a moins de risques de subir des complications durant sa grossesse et lors de la mise au monde de l'enfant qu'une femme souffrant de malnutrition. La mortalité maternelle est un facteur à haut risque aggravant la malnutrition et la mortalité infantile. Une mère bien alimentée produira du lait maternel riche en calories et en nutriments pour nourrir son enfant, de 6 mois à ses 2 ans. Il faut noter que **la sous-nutrition est responsable de plus de 53 % des décès des moins de 5 ans** : l'Objectif du Millénaire visant à réduire la mortalité infantile ne pourra pas être atteint si l'on ne traite pas et si l'on ne prévient pas la sous-nutrition. Par ailleurs, au-delà de la question de la mortalité infantile, la sous-nutrition est liée à d'autres domaines évoqués par les OMD comme l'éducation. Un enfant sous-nourri aura de moins bons résultats scolaires, sa présence à l'école et son assiduité seront amenuisées. L'inscription à l'école pourra même être retardée, et le taux d'abandon élevé à cause de la malnutrition.

De manière générale, la malnutrition affaiblit l'organisme face aux maladies et infections. La capacité à résister à une infection est très réduite chez une personne sous-alimentée : la durée et la gravité de la maladie en seront accrues. Certains médicaments utilisés pour traiter une maladie telle que le VIH requièrent une alimentation régulière et nutritive. Un enfant bien nourri aura plus de chances de survivre face à la plupart des maladies touchant les moins de 5 ans (diarrhée, malaria, infections respiratoires, VIH-Sida… ).

En ce qui concerne l'objectif de promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, on peut noter d'une part que la sous-nutrition reflète cette inégalité quant à l'accès à la nourriture et aux services de santé, sachant que dans ces secteurs, les femmes ont un rôle central à jouer pour leur famille.

D'autre part, on remarque que les OMD concernant la protection environnementale et la mise en place d'un partenariat mondial pour le développement sont également liés à la sous-nutrition. En effet, la protection de l'environnement permet de bénéficier d'une production agricole stable et renforce par là-même, la sécurité alimentaire. 90 % des diarrhées sont dues aux mauvaises installations sanitaires et à la consommation d'eau impropre, provoquant une malnutrition aiguë.

De plus, la multiplication des catastrophes naturelles et les conditions climatiques extrêmes augmentent les risques et les urgences alimentaires.

Enfin, les mauvaises politiques économiques et pratiques commerciales contribuent, quant à elles, à la pauvreté et au manque d'infrastructures stables, capables de traiter des questions alimentaires, de santé, et relatives à l'eau.


© ACF-Madrid, Olivia Gay - Mali




© ACF-NY Tine Frank - Ouganda

© ACF-NY Tine Frank - Ouganda

## CHIFFRES CLÉS 2010

En 2010, **333 757** personnes ont bénéficié de projets intégrés Nutrition – Santé Mentale Pratique de Soins.

**99 318** personnes atteintes de malnutrition aiguë ont été traitées au travers de programmes nutritionnels au sein de 12 missions.

# LUTTER CONTRE LA MALNUTRITION

**Par ses programmes de nutrition, ACF prévient, dépiste et traite la malnutrition aiguë chez les personnes les plus vulnérables, les jeunes enfants et les femmes enceintes ou allaitantes. Selon les exigences particulières à chaque situation, du contexte et de la culture locale, ACF conçoit des programmes de nutrition-santé adaptés à la population cible.**

Ces programmes comprennent une évaluation des besoins nutritionnels des communautés, le dépistage, le traitement et la prévention de la malnutrition. Les équipes d'ACF portent une attention particulière à la formation des travailleurs locaux, afin d'assurer l'autonomie des acteurs nationaux dans la prise en charge et le traitement de la malnutrition. Par ailleurs, ACF prend en compte la qualité et la nature des soins dispensés aux enfants au sein de la famille et de la communauté. Nos programmes incluent donc un renforcement des pratiques de soins infantiles et de la relation parents-enfant permettant l'épanouissement physique et psychique de l'enfant.

## TCHAD

**Combattre la malnutrition au sein des communautés**

Au Tchad, un enfant sur 5 n'atteint pas l'âge de 5 ans. La malnutrition est l'une des causes principales de la mortalité infantile. Pour la combattre, ACF met en œuvre l'approche CMAM, basée sur la détection et la prévention de la maladie par la communauté. Le but de cette approche : faire en sorte que la malnutrition ne soit plus une « maladie sourde que les gens ne parviennent pas à identifier », selon le chef de mission d'ACF au Tchad, Jean-François Caremel. Dans les régions du Kanem et du Bar-el-Gazhal, des volontaires communautaires ont ainsi été formés à la prévention et la détection de la maladie. Ils ont pour mission d'identifier et référer les enfants atteints par la maladie aux structures sanitaires locales. Elles proposeront un traitement à domicile pour la majorité des cas, à base d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi. Des sages-femmes et des mamans ont aussi été sensibilisées. Cette approche s'accompagne d'un appui technique aux structures sanitaires locales, notamment par la formation du personnel.

## CÔTE D'IVOIRE

**Des foyers communautaires pour combattre la malnutrition**

En 2008, une enquête menée dans le nord du pays relève des taux de malnutrition alarmants : 17,5 % de malnutrition aiguë globale – plus que le seuil d'alerte de l'OMS – et 4 % de malnutrition aiguë sévère. ACF met donc en place, dès novembre 2008, un programme nutritionnel à Korhogo qu'elle renforce à partir de mai 2010 en partenariat avec l'ONG ivoirienne ARK (Animation rurale de Korhogo). Il s'agit de favoriser la prise en charge des enfants au premier stade de la malnutrition au sein de leur foyer, en faisant connaître les bonnes habitudes nutritionnelles. Pour cela, des mères ayant des pratiques alimentaires équilibrées sont invitées à mener des programmes d'éducation au sein de « foyers d'animation et de réhabilitation nutritionnelle » (FARN). Cette approche est aussi l'occasion de débattre des pratiques alimentaires, contraintes sociales, économiques ou culturelles et d'y confronter les risques sanitaires.

## EXEMPLES DE RECHERCHE ET CAPITALISATION 2010

- Publication du « White Paper », un livre blanc destiné aux gouvernements et acteurs de la lutte contre la malnutrition, établissant l'état des lieux de la malnutrition dans le monde, les enjeux et les actions prioritaires identifiées par ACF pour contribuer à l'effort international actuel porté au sujet.

- Publication d'un rapport technique sur un projet de recherche international appelé « Management of Acute Malnutrition among Infants » (MAMI) réunissant ACF, ENN, UCL et LSHTM, et compilant l'ensemble des savoirs et expériences sur la malnutrition aiguë chez les nourrissons de moins de 6 mois et proposant des recommandations pour améliorer leur dépistage et leur traitement.

# GARANTIR L'ACCES À L'EAU, À L'ASSAINISSEMENT ET À L'HYGIÈNE

**Le bien-être nutritionnel d'une communauté nécessite de grandes réserves d'eau propre et une connaissance adéquate des façons de s'en servir et de la gérer. Des collectivités entières peuvent tomber malades si l'hygiène est négligée. Action contre la Faim intervient donc dans la prévention de la malnutrition dans deux types de situation :**

- **Dans des situations d'urgence** (épidémies, catastrophes naturelles, etc. ), elle se positionne en acteur de terrain (distribution d'eau par camions-citernes et de kits d'hygiène, mise en place d'assainissement d'urgence et de programme de prévention des risques), mais aussi en coordinateur de la réponse humanitaire.
- **Dans le cadre de la prévention plus générale de la malnutrition**, elle mène des programmes d'amélioration de l'accès à une eau saine, de construction de latrines, de drainage, etc. Elle fait également de la sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène et à la gestion de l'eau.

## SIERRA LEONE

**Répondre aux problèmes d'accès à l'eau potable en ville**

L'absence d'accès à l'eau potable et à des infrastructures sanitaires, les mauvaises pratiques d'hygiène et la défécation à l'air libre sont le quotidien des habitants de Freetown, capitale de la Sierra Leone. ACF intervient auprès de 68 000 personnes, ciblant les populations des bidonvilles particulièrement vulnérables. Parmi les programmes mis en place et financés par la coopération britannique : la réhabilitation du système hydraulique et des puits, la sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène, la prévention des maladies hydriques, le traitement et le contrôle de la qualité de l'eau à domicile par les familles. Adaptés au milieu urbain, ils impliquent ses bénéficiaires, les populations des 5 communautés de la ville et sa périphérie, et sont menés au sein d'un consortium (en collaboration avec le ministère de la Santé et de l'Assainissement, l'administration de la ville, des partenaires locaux et les représentants des communautés).

## BURKINA FASO

**De violentes inondations s'abattent sur le pays**

Le 22 juillet, plus d'un tiers des précipitations annuelles est tombé en quelques heures. La province de Gnagna a été la plus touchée. Les zones d'habitation et les champs qui les jouxtaient ont été inondés. Les maisons, les récoltes, les semences, les outils de travail, les troupeaux, tout a été emporté. Les sinistrés se sont regroupés sous des tentes, les infrastructures sanitaires étaient insuffisantes, les points d'eau souillés et l'eau non potable. Tous les facteurs étaient réunis pour que des épidémies apparaissent. ACF a dispensé des séances de sensibilisation à l'hygiène pour enseigner aux sinistrés les règles d'hygiène fondamentales qui les protègent et protègent la communauté.

ACF a ensuite développé des projets de moyen terme pour soutenir les efforts de reconstruction, la pérennisation des moyens d'existence et l'amélioration des pratiques alimentaires.

## EXEMPLES DE RECHERCHE ET CAPITALISATION 2010

- Deux ouvrages, « Manuel d'utilisation du Temfast » et « Manuel d'utilisation du Syscal », ont été publiés. Ils sont en lien avec la thèse sur la géophysique directe réalisée en partenariat avec l'Institut de recherche et développement et le CNRS écrite en 2009.
- ACF a été présente dans 8 meetings internationaux portant sur :
  - **La coordination et stratégie du secteur** (Global WASH Cluster meeting, Loughborough, UK, et meeting du Strategic Advisory Group du Global WASH Cluster, USA, Tri-cluster meeting WASH/Nutrition et Protection, Tunis, Tunisia)
  - **Le développement technique du secteur** (Assainissement pérenne, Susana, Stockholm, World Water Week Stockholm, Emergency Environment and Health, Loughborough, UK; World sanitation Week, Philadelphia, USA)
  - **Le plaidoyer du secteur** (Réunion internationale de lancement du World Water Forum de Marseille, Marseille, France)



© Laurent Theeten - Mali

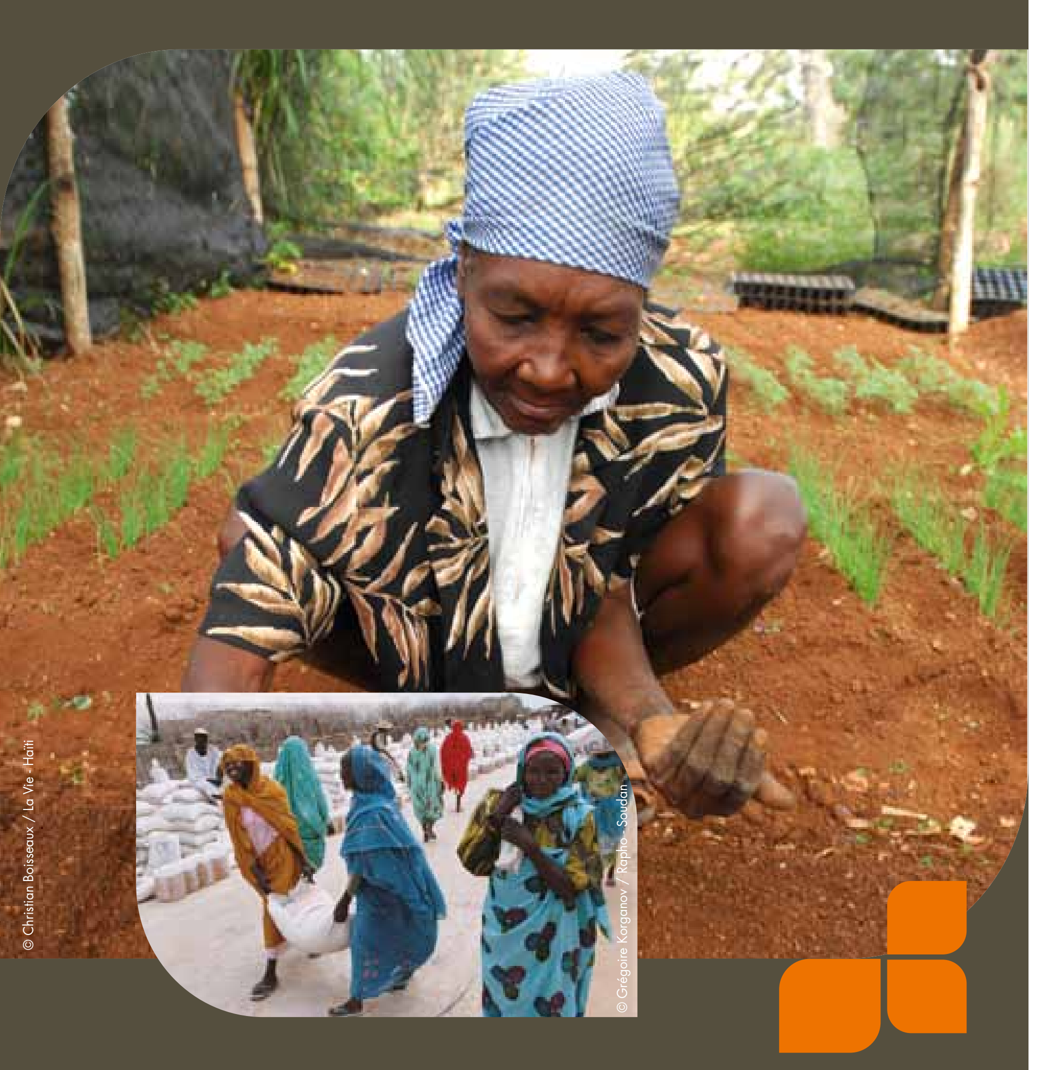
© Jacques Langevin / Deadline – Somalie

## CHIFFRES CLÉS 2010

**1 891 170** personnes ont bénéficié d'un accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène grâce aux programmes d'ACF.

**2635** points d'eau aménagés.

**6910** latrines construites.



© Christian Boisseaux / La Vie - Haïti

© Grégoire Korganov / Rapho - Soudan

## CHIFFRES CLÉS 2010

**781 717** personnes ont bénéficié de nos programmes « sécurité alimentaire et moyens d'existence ».

**20 694** tonnes de nourriture ont été distribuées.

# ASSURER L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE

**L'objectif général des interventions d'ACF en « sécurité alimentaire et moyens d'existence » consiste à sauver des vies dans les situations de crise et à protéger et maintenir les moyens d'existence des populations vulnérables pendant ou après des chocs et dans des situations de stress continu.**

Cette approche requiert la prise en compte du contexte économique et social au sens large, ainsi que l'aptitude des ménages à pouvoir anticiper les chocs, y faire face et les surmonter. La recherche de solutions durables dans la lutte contre la faim et la sous-nutrition est au cœur même des interventions d'ACF. En introduisant diverses interventions tels que les évaluations et la surveillance, les programmes agro-sylvo-pastoraux, les interventions monétaires, l'aide alimentaire ainsi que les interventions de relance économique et d'accès au marché des plus vulnérables, nous aidons les personnes en situation difficile à faire face à l'urgence et à retrouver leur autonomie sur le long terme.

## MONGOLIE

**Aider les éleveurs à passer l'hiver**

Jamais depuis 1976 un hiver n'avait été aussi froid en Mongolie. En 2009-2010, le « dzüd » (terme mongol désignant un hiver long, enneigé et rigoureux) et ses températures chutant jusqu'à -58°C ont été particulièrement meurtriers, tuant 8 millions de bêtes. Pour permettre aux éleveurs de passer l'hiver suivant en préservant le cheptel, ACF a mis en place un programme de sécurité alimentaire entre juillet et novembre 2010 dans l'ouest du pays. Le principe : distribuer aux éleveurs, de façon ciblée en fonction des besoins et du cheptel de chacun, de la nourriture mais aussi du fourrage et des aliments pour les bêtes, par un système de « coupons ». 1 000 foyers d'éleveurs ont ainsi bénéficié de la distribution de quelque 2 500 tonnes de fourrage et de concentré alimentaire pour les bêtes. Près de 8 000 habitants ont également reçu de la nourriture.

## ÉTHIOPIE

**Projet innovant auprès des populations nomades et agro-pastorales**

La Corne de l'Afrique, comprenant la Somalie, la République de Djibouti, le Kenya, l'Éthiopie et l'Érythrée, est une région de plus en plus affectée par la sécheresse. Action contre la Faim a dû réorienter ses actions de prévention sur la gestion d'urgence avec la distribution d'eau par camions-citernes. En parallèle, ACF développe un projet innovant de réduction des risques de désastres. C'est le premier projet de ce type à être mis en place dans un contexte de sécheresse. Sa nature innovante réside dans son approche : il s'agit de renforcer les capacités des acteurs locaux et des populations à réduire les risques et les impacts des sécheresses sur leurs moyens de subsistance, ce qui consiste en une meilleure gestion des ressources naturelles en zone désertique (eau à consommation humaine et/ou animale et des pâturages). Le projet doit donc être mené de façon très participative et collaborative avec les autorités locales. Financé par une enveloppe sécheresse de l'aide humanitaire de la Communauté européenne (ECHO Drought), ce projet est également innovant pour le bailleur.

## EXEMPLES DE RECHERCHE ET CAPITALISATION 2010

- Deux documents de positionnement ont été réalisés sur les problématiques suivantes : « Le microcrédit » et « Les engrais et les pesticides ».
- Deux ouvrages techniques ont été publiés avec la collaboration du réseau ACF-International : « Guide pratique de la surveillance » et « Le ciblage des vulnérables en milieu urbain ». Un troisième « Guide pratique sur les interventions monétaires » a été traduit.
- Deux nouveaux projets techniques ont été conçus et mis en œuvre : une « Méthodologie d'évaluation des causes de la malnutrition » ainsi qu'une « Méthodologie de conception de projets de gestion des risques et adaptation aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle ».

# PLAIDOYER ET SENSIBILISATION

**Parallèlement à ses interventions sur le terrain, ACF se donne aussi la mission de faire évoluer les problématiques dont les équipes sont directement témoins en faisant part de ses expériences et analyses auprès des décideurs politiques et de l'opinion publique, et ce afin d'obtenir des modifications concrètes des contextes et des politiques en faveur des populations affectées.**
Héritière de ses fondateurs, Action contre la Faim ne saurait concevoir son action sans un volet de sensibilisation et d'alerte. Au discours pour alerter et recueillir les soutiens s'est ajouté un travail de fond pour sensibiliser aux enjeux liés à la faim et informer le grand public, notamment les plus jeunes en milieu scolaire.

## OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT : COMMENT SENSIBILISER LES PUBLICS À LA MALNUTRITION ?

En septembre, le sommet des Nations unies appréciant les avancées des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) a été l'occasion pour ACF-International de rappeler aux décideurs politiques de tenir leurs engagements et de faire des priorités de la lutte contre la faim et la malnutrition infantile. Selon Action contre la Faim, ce combat est essentiel à la réalisation de l'ensemble des OMD. En effet, quand elle ne tue pas, la malnutrition entrave le développement psychomoteur des enfants, en conséquence leur réussite professionnelle et leurs revenus. Elle pèse ainsi sur le développement économique des États.
Les 5 sièges d'ACF ont mené une campagne de sensibilisation fondée sur le constat suivant : des centaines de milliards ont été réunis pour sauver l'économie mondiale lors de la crise financière de 2009, mais bien moins pour sauver les victimes de la malnutrition. C'est « l'autre crise », celle qui est oubliée et qui manque d'engagement politique et de moyens financiers. Dix milliards de dollars par an suffiraient pour sauver les 19 millions d'enfants sévèrement malnutris dans le monde.
A l'occasion de la Journée Mondiale de l'Alimentation, en octobre, ACF en collaboration avec l'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) et le soutien de la Mairie de Paris ont organisé un évènement de sensibilisation de grande ampleur : le « Banquet de la Faim ». Sur le Champ-de-Mars, à Paris et dans 26 villes de France, d'immenses nappes noires ont été déployées et recouvertes de 10000 assiettes vides symbolisant les 10000 enfants qui meurent de faim chaque jour. En parallèle, un blog dédié à l'évènement a permis de suivre au jour le jour l'état d'une petite fille, Maïmouna, victime de malnutrition en République centrafricaine, de sa prise en charge jusqu'à sa guérison. ACF a ainsi pu rappeler la réalité de la malnutrition : c'est la menace la plus grave pesant sur la santé publique mondiale.

## LA RÉFORME HUMANITAIRE : UNE CONSOLIDATION DE L'APPROCHE D'ACF

ACF a entrepris un travail visant à analyser les divers piliers de la Réforme Humanitaire et la manière dont leur mise en œuvre affecte l'action humanitaire dans son ensemble, les interventions et le financement des ONG.

Les conclusions de ce projet on été présentées dans le rapport « ACF and Humanitarian Reform » (ACF et la Réforme Humanitaire), distribué en mai 2010 par ACF-International. L'objectif ? Déterminer dans quelle mesure les objectifs initiaux des piliers de la Réforme étaient globalement respectés dans le développement du partenariat humanitaire et dans la mise en place effective des mécanismes visant le renforcement du leadership, de la coordination et du financement humanitaires. Sur la base de ces considérations, des recommandations concrètes dont le but est de renforcer les fondements du partenariat et d'accroître l'efficacité de ces mécanismes ont été formulées à l'attention des acteurs humanitaires impliqués à tous les niveaux de la Réforme.

Cette démarche entre dans le cadre d'une réflexion globale visant à renforcer l'efficacité de la réponse humanitaire ainsi que l'impact de l'action humanitaire sur les bénéficiaires des programmes d'aide.

© ACF - Soudan

© Emmanuel Simiand

## LES SALARIÉS MOBILISÉS CONTRE LA FAIM

Le 18 juin 2010, 1800 salariés de 57 entreprises ont participé au Challenge contre la Faim sur le parvis de La Défense. A chaque kilomètre parcouru, leur entreprise reversait 15€ à Action contre la Faim. En 1h30 de course, plus de 23500 kilomètres ont été parcourus permettant ainsi de collecter plus de 353300 euros au profit de l'association.

© Bartinger


© ACF

## LES ASSIETTES CONTRE LA FAIM

Action contre la Faim mène dans les écoles primaires un projet pédagogique et créatif : les Assiettes contre la Faim. Après avoir assisté à une séance de sensibilisation sur la faim dans le monde, les enfants peignent des assiettes et les vendent à leur entourage au profit de l'association. En 2010, 461 écoles étaient impliquées dans le projet et les créations des 32000 élèves ont permis de collecter 160000 euros.


© Richard Aujard - Haïti

© ACF - NY, Tine Frank – Ouganda

# LES RESSOURCES HUMAINES

**Le respect de notre mandat et notre efficacité dans la lutte contre la faim s'incarnent au quotidien dans les hommes et les femmes qui travaillent sur le terrain et au siège à nos côtés. Leur motivation, leur engagement et leurs compétences constituent la force d'ACF. Soutenir et développer ce potentiel humain est un enjeu stratégique pour notre organisation.**

**En 2010, plusieurs projets ont été initiés :**

- Les mutations en cours dans les stratégies d'intervention d'ACF en nutrition nous ont conduits à lancer en 2010 une refonte de nos outils de descriptions des emplois liés à la nutrition ainsi que de nos méthodes et outils de recrutement pour cette population de collaborateurs.
- Le dispositif d'évaluation de nos expatriés a également été totalement refondu en tenant compte des demandes du terrain et du siège.
- Des « standards de vie » ont été élaborés afin d'homogénéiser les caractéristiques des maisons qui accueillent nos expatriés sur le terrain pour plus de bien-être, de repos et d'équité inter missions.
- La PAD (Préparation au départ) a été totalement remaniée afin de tenir compte des besoins de nos collaborateurs et des missions (contenus plus ciblés / sessions sur 3 jours au lieu de 5 précédemment / fréquence plus élevée des sessions).
- Un accent fort mis sur la formation de nos salariés nationaux en 2010 au travers de deux actions : 1/ la mise en place de « bourses formation salariés nationaux », 2/ le Service formation a pris en charge le conseil aux missions sur l'ensemble des aspects formation terrain.
- Une charte des valeurs managériales a été élaborée et enrichie par les collaborateurs du siège et des missions d'ACF en Haïti, en Éthiopie, au Burkina Faso et au Bangladesh. Ce travail de co construction continue en 2011 afin d'aboutir à la publication et à la diffusion au siège et sur toutes nos mission des valeurs-clés qui guident le management des collaborateurs d'ACF.

## CHIFFRES CLÉS

### EFFECTIFS

- **219** expatriés sous contrat en 2010 (en moyenne sur l'année)
- Le ratio d'expatriés effectuant leur première mission humanitaire avec ACF a baissé, passant de **34%** fin 2009 à **32%** fin 2010.
- **2708*** salariés nationaux ont travaillé sur l'ensemble des missions ACF en 2010.
- **177** salariés au siège en moyenne sur l'année 2010, plus **41** salariés en CDD

### ANCIENNETÉ MOYENNE

- Expatriés : l'ancienneté moyenne des expatriés en mission est de **22** mois* en 2010, contre **24** mois* en 2009 et la durée moyenne d'une mission a baissé en passant de **7,29** mois en 2009 à **7,19** mois en 2010.
- Salariés siège : **4** ans en moyenne sur l'année 2010.
- Salariés nationaux : l'ancienneté moyenne des salariés nationaux est de près de **2,31** ans

### MOYENNE D'ÂGE

- Expatriés : la moyenne d'âge des expatriés est restée **34,6** ans en 2010
- Salariés siège : **37,6** ans
- Salariés nationaux : l'âge moyen des salariés nationaux est de **34** ans, en 2010

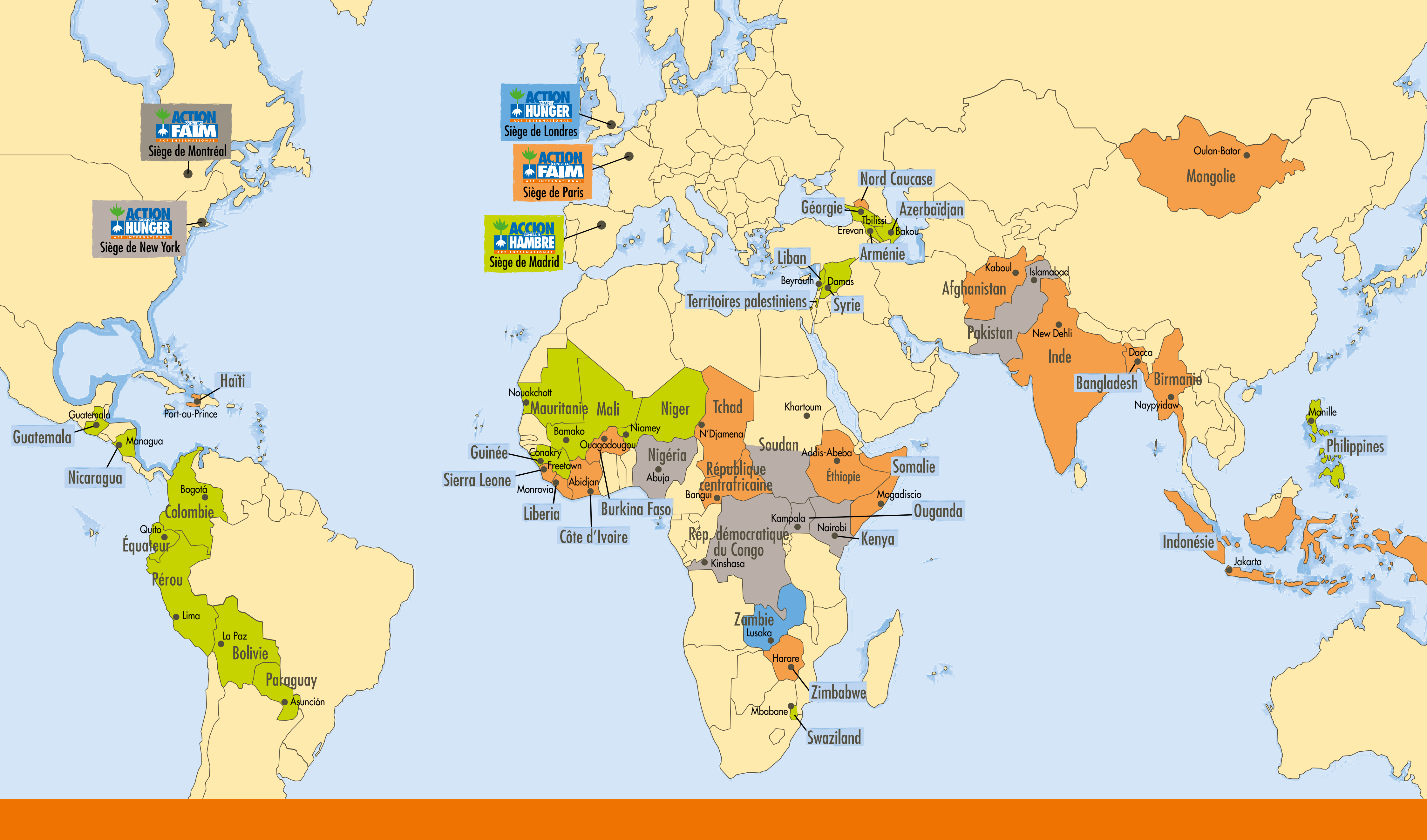
### RATIO HOMMES/FEMMES

- Expatriés : le ratio hommes/femmes est resté relativement équilibré avec **49%** de femmes pour **51%** d'hommes
- Salariés siège : **62%** de femmes et **38%** d'hommes
- Salariés nationaux : les femmes représentent **22,02%** de l'effectif et les hommes **77,99%**, en 2010 (contre respectivement **27,5%** et **72,5%** en 2009)

### POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

Le rapport entre les **10** salaires les plus hauts et les **10** salaires les plus bas va **de 1 à 3**.

** chiffres au 31/12/2010.*
*Tous les autres chiffres constituent les moyennes sur l'année 2010.*




# NOS MISSIONS

# EN 2010, ACTION CONTRE LA FAIM – FRANCE EST INTERVENUE DANS 17 PAYS VENANT EN AIDE À PLUS DE 3,15 MILLIONS DE PERSONNES.

## CHIFFRES CLÉS 2010

**925 millions** de personnes sous-alimentées dans le monde.

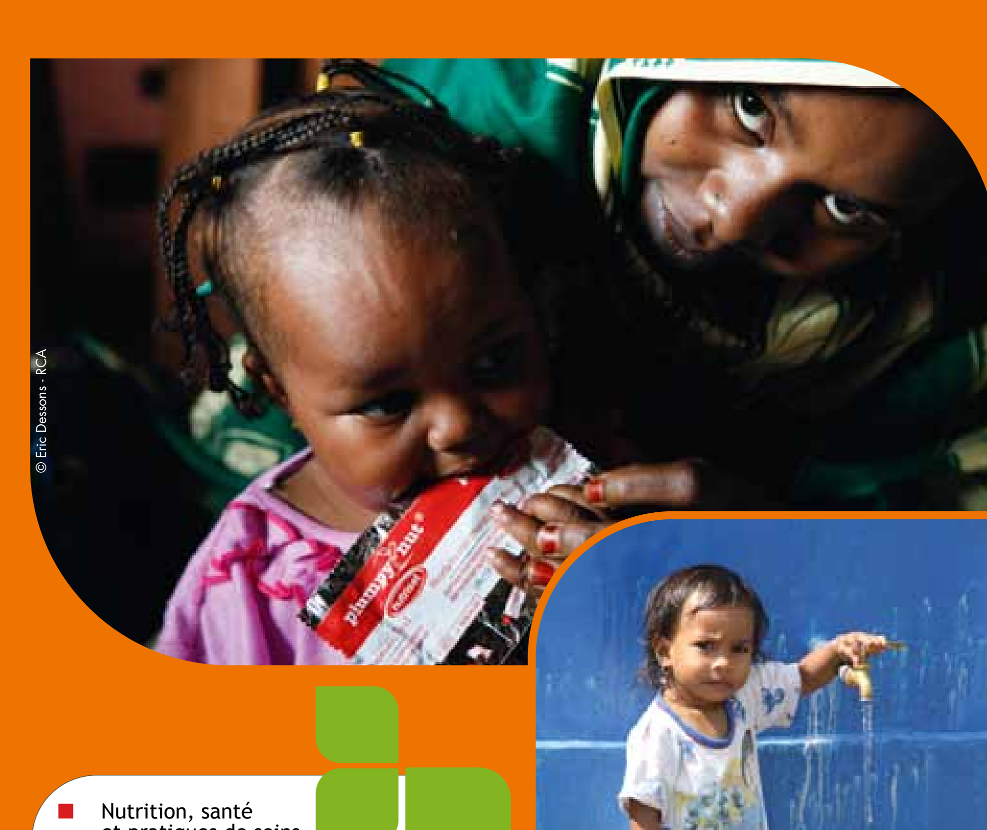
**55 millions** d'enfants souffrent de malnutrition aiguë dans le monde.

**19 millions** d'entre eux souffrent de malnutrition aiguë sévère, la forme la plus grave de malnutrition. Seuls 3 % de ces enfants sont traités.

**884 millions** de personnes n'ont pas accès à une eau améliorée.

**2,6 milliards** de personnes n'ont pas accès à des toilettes correctes.

** Sources : FAO, ACF, The Lancet (série sur la malnutrition infantile, The effects of malnutrition on child mortality in developing countries – Pelletier DL, Frongillo EA Jr, Schroeder DG, Habicht JP), WASH Policy.*



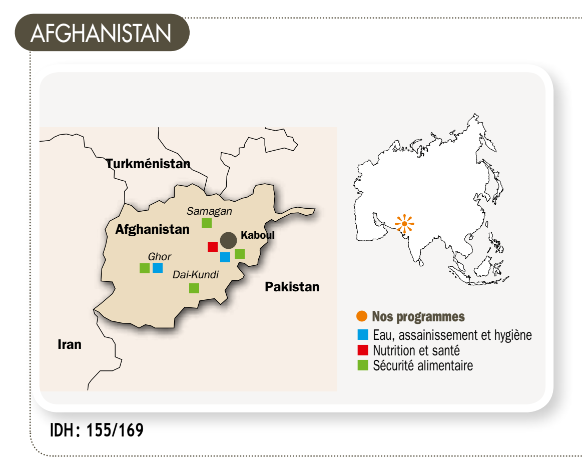

© Eric Dessons - RCA

© ACF Franklin - Indonésie

- ■ Nutrition, santé et pratiques de soins
- ■ Sécurité alimentaire et moyens d'existence
- ■ Eau, assainissement et hygiène
- ■ Plaidoyer

**CNT :** Centre nutritionnel thérapeutique
**CNS :** Centre nutritionnel supplémentaire
**Kit :** Matériel de première nécessité, de micro-projets, d'agriculture, etc.
**IDH :** Indice de développement humain (PNUD 2010)

## AFGHANISTAN




IDH : 155/169

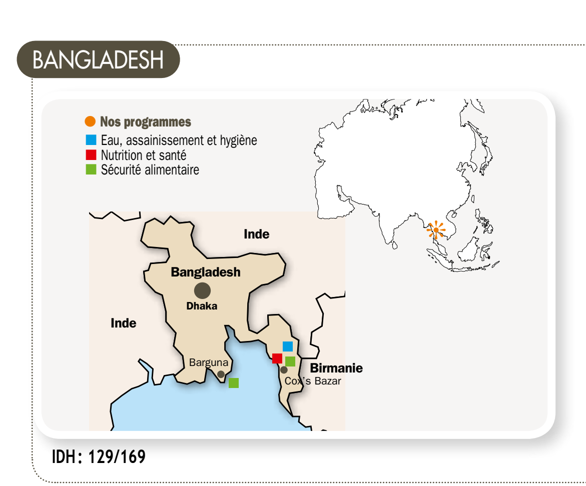
**Ouverture de la mission :** 1995
**Bénéficiaires :** 118 224
**Personnels internationaux :** 8
**Personnels nationaux :** 206
**Financement :** ECHO, EuropeAid, SIDA, CIAA, MAAIONG, PAM, UNICEF, OCHA, Ville de Paris, ACF
**Volume opérationnel 2010 :** 4 139 k€

### INTERVENTIONS D'ACF

- 32 bénéficiaires
- 47 415 bénéficiaires
  1 224 tonnes de nourriture et 2 900 kits de semence distribués
- 70 777 bénéficiaires
  268 points d'eau et 1 342 latrines installés, 33 487 séances de promotion à l'hygiène dispensées

Malgré neuf ans de subventions internationales et de soutien au gouvernement afghan, les indicateurs de développement de l'Afghanistan figurent toujours parmi les plus bas du monde. La population, dans sa grande majorité, est en proie à une grande vulnérabilité d'autant que le conflit (renversement du gouvernement islamique des talibans en 2001) s'est aggravé cette année. Par conséquent, la situation sécuritaire du pays se dégrade, la population fuit et se retrouve confrontée à des difficultés supplémentaires alors qu'elle vit déjà dans des conditions extrêmement précaires. Par ailleurs, les effets prolongés de la sécheresse, malgré de bonnes récoltes en 2009 et 2010, ainsi que les inondations récurrentes ont continué à accentuer l'insécurité alimentaire, surtout dans les zones reculées du pays. Face à cette situation, ACF a décidé de renforcer les programmes existants dans ses zones d'intervention. Les équipes interviennent dans les zones rurales afin de réduire la vulnérabilité des populations, ainsi que dans les zones urbaines pour améliorer l'accès aux services de base.

## BANGLADESH




IDH : 129/169

**Ouverture de la mission :** 2007
**Bénéficiaires :** 79 671
**Personnels internationaux :** 18
**Personnels nationaux :** 242
**Financement :** ECHO, UNCHR, PAM, BPRM (Gouvernement américain), AECID (Coopération espagnole), Ambassade hollandaise, UNICEF.
**Volume opérationnel 2010 :** 2 556 k€

### INTERVENTIONS D'ACF

- 10 448 bénéficiaires dont 1 254 enfants de moins de 5 ans admis en CNT et 4 797 en CNS.
- 31 754 bénéficiaires
  6 984 kits distribués dont 2 000 kits de semence et 219 « animal kits ».
- 37 469 bénéficiaires

Depuis son indépendance du Pakistan en 1971, le Bangladesh a souffert de famines, de désastres naturels, de pauvreté généralisée et de troubles politiques. C'est l'un des pays les plus densément peuplés du monde, ainsi que l'un des plus pauvres. En dépit de programmes d'aide mis en œuvre par le gouvernement et par des ONG, les chocs climatiques de 2007 et la crise des prix alimentaires de 2008 ont ralenti les progrès que le pays avait effectués lors de la dernière décennie. De plus, en 2010, des inondations et des glissements de terrain à Ukhia et Teknaf ont plongé la population dans une vulnérabilité grandissante. Dans ce contexte, la malnutrition et l'insécurité alimentaire restent les enjeux majeurs au Bangladesh. ACF intervient en urgence mais développe également des programmes sur le long terme. En ce sens, ACF poursuit son plaidoyer auprès des autorités pour l'adoption de l'approche CMAM (gestion communautaire de la malnutrition) et de l'approche intégrée (combinaison des programmes : eau, assainissement et hygiène ; sécurité alimentaire et moyens d'existence et nutrition ; santé et pratiques de soins) pour combattre la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans.

## BIRMANIE

IDH : 132/169

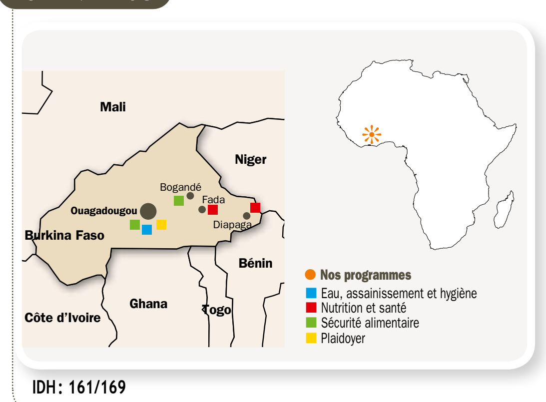
**Ouverture de la mission :** 1994
**Bénéficiaires :** 221 232
**Personnels internationaux :** 18
**Personnels nationaux :** 568
**Financement :** ECHO, EuropAid, WFP, UNICEF, UNHCR, SDC (Suisse), CIAA, CDC (France), Danida (Danemark), CBHA, Cartier.
**Volume opérationnel 2010 :** 4 572 k€

### INTERVENTIONS D'ACF

- 114 897 bénéficiaires dont 5 340 enfants de moins de 5 ans admis en CNT et 23 073 en CNS
- 34 820 bénéficiaires
  569 tonnes de nourriture, 11 430 kits, 1 095 kits de semence et 2 729 kits non alimentaires distribués
- 71 515 bénéficiaires
  157 points d'eau et 1 743 latrines installés, 12 778 séances de promotion à l'hygiène dispensées

Depuis le début des années 1960, la Birmanie est gérée par une junte militaire. En protestation contre le régime, la communauté internationale a isolé le pays, donc affaibli l'économie. Sur le plan humanitaire, la Birmanie est confrontée à trois enjeux majeurs : les désastres climatiques qui affaiblissent la population côtière, des tensions politiques et ethniques qui restent prédominantes dans l'est du pays, et la situation de la minorité musulmane Rohingyas particulièrement touchée par la malnutrition et l'insécurité alimentaire. Dans ce contexte, ACF a développé des programmes de nutrition, santé et pratiques de soins, de sécurité alimentaire et d'eau, assainissement et hygiène dans le nord de l'État de Rakhine afin de venir en aide aux populations vulnérables. En 2010, ces programmes ont été complétés par l'intervention d'urgence suite au cyclone Giri qui a fait 81 000 personnes sans abri et 45 morts.

## BURKINA FASO




IDH : 161/169

**Ouverture de la mission :** 2008
**Bénéficiaires :** 24 302
**Personnels internationaux :** 5
**Personnels nationaux :** 79
**Financement :** ACF, ECHO, OFDA, DFID, MAEE, Fondation Ensemble, Citroën Automobiles, BRITA France, Agence de l'eau Rhin Meuse, PAM
**Volume opérationnel 2010 :** 1 616 k€

### INTERVENTIONS D'ACF

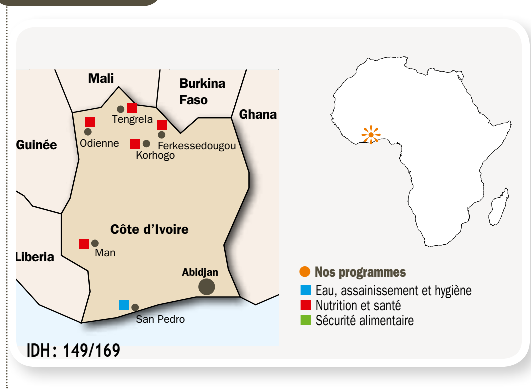
- 8 996 bénéficiaires dont 1 361 enfants de moins de 5 ans admis en CNT et 6 960 en CNS
- 12 856 bénéficiaires 622 kits dont 514 kits de semence distribués
- 2 450 bénéficiaires

Disposant de peu de ressources naturelles, le pays est dépendant d'une économie agricole qui a du mal à faire face à l'accroissement démographique, aux aléas climatiques et aux contraintes économiques liées à la hausse des cours mondiaux des matières premières. La région Est présente les indicateurs de développement les plus alarmants. Les taux de malnutrition aiguë y sont préoccupants. Elle est, avec le Sahel et le Nord, une des trois régions jugées prioritaires par le PAM. ACF a donc plusieurs objectifs dont le premier porte sur l'amélioration de la prise en charge de la malnutrition aiguë, en renforçant les capacités des acteurs présents tant sur la prévention que sur la prise en charge. De plus, en juillet 2010, le pays a connu de fortes inondations à Ouagadougou et dans les régions limitrophes. ACF agit pour la réhabilitation des moyens d'existence des populations sinistrées à Ouagadougou ainsi que dans la province de la Gnagna suite aux inondations.

## NORD CAUCASE

Fermeture de la mission en mars 2010

## CÔTE D'IVOIRE




IDH : 149/169

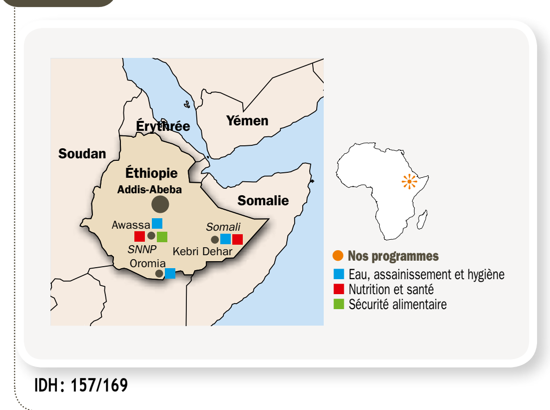
**Ouverture de la mission :** de 1997 à 1999 puis réouverture en 2002
**Bénéficiaires :** 17 396
**Personnels internationaux :** 6
**Personnels nationaux :** 41
**Financement :** ACF, EuropeAid, Coopération Suisse
**Volume opérationnel 2010 :** 1 100 k€

### INTERVENTIONS D'ACF

- 1 917 bénéficiaires dont 418 enfants de moins de 5 ans admis en CNT et 122 en CNS
- 15 479 bénéficiaires 531 points d'eau et 55 latrines installés

Huit années après le déclenchement du conflit armé qui a entraîné la partition du pays en deux, la situation en Côte d'Ivoire en 2010 n'était pas encore revenue à la normale, avec des poches d'insécurité, des mouvements de contestations et un redéploiement incomplet de l'administration sur l'ensemble du territoire. Après avoir concentré son assistance dans la zone Ouest au plus fort de la crise, ACF a mis en place des programmes aux problématiques plus structurelles : amélioration des conditions d'accès à l'eau potable et à l'assainissement du quartier de Bardo à San Pedro, intervention en nutrition à Korhogo avec le développement du projet FARN (Foyers d'animation et réhabilitation nutritionnelle) en partenariat avec l'ONG locale ARK (Animation rurale de Korhogo) qui vise à la prise en charge des enfants à risque ou au premier stage de la malnutrition et la collaboration avec les autorités sanitaires ivoiriennes : le PNN (Programme national de nutrition). En novembre, le pays s'est trouvé plongé dans une nouvelle crise suite aux élections présidentielles mouvementées entraînant des déplacements massifs de populations dans l'ouest du pays. En fin d'année, ACF se préparait à une intervention d'urgence.

## ÉTHIOPIE




IDH : 157/169

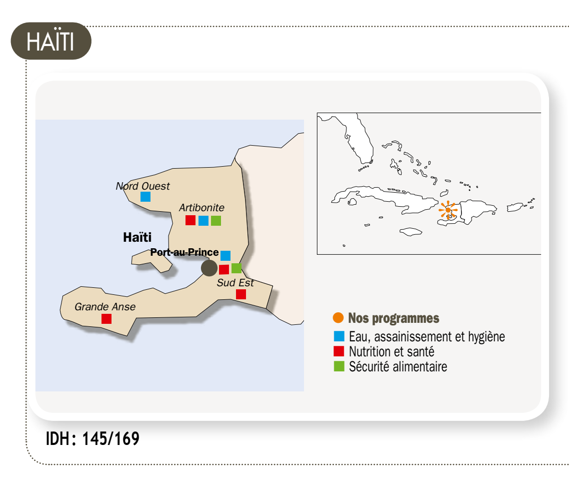
**Ouverture de la mission :** 1984
**Bénéficiaires :** 273 467 (dont 36 000 personnes qui ont bénéficié du programme de réduction des risques liés aux désastres)
**Personnels internationaux :** 10
**Personnels nationaux :** 150
**Financement :** ECHO, SDC, ACF, CIDA, AFD, CERF, CIAA
**Volume opérationnel 2010 :** 3 164 k€

### INTERVENTIONS D'ACF

- 47 493 bénéficiaires dont 3 611 enfants de moins de 5 ans admis en CNT et 3 366 en CNS
- 1 084 bénéficiaires
- 188 890 bénéficiaires 73 points d'eau et 397 latrines installés, 1 600 séances de promotion à l'hygiène dispensées

L'Éthiopie fait partie des pays qui, paradoxalement, connaissent une croissance économique parmi les plus rapides du monde tout en restant très dépendants de l'aide internationale. C'est un pays confronté à des phénomènes complexes de vulnérabilité qui varient selon les régions : dans les zones arides pastorales des basses terres, les capacités de résistance des populations s'amenuisent face aux risques naturels, aux difficultés sociales et économiques. En zones rurales essentiellement, ACF répond aux urgences d'origine naturelle ou provoquées par l'homme, prépare des stratégies d'adaptations des éleveurs et pastoraux face aux catastrophes, détecte et traite la malnutrition sévère en soutenant le système de santé régional, se positionne dans la région SNNP dans les domaines de l'eau et de l'assainissement afin de prévenir la malnutrition et pour finir, agit dans le domaine de la sécurité alimentaire en protégeant les capitaux des populations.

## HAÏTI




**IDH: 145/169**

**Ouverture de la mission:** 1985
**Bénéficiaires:** 1218344 (dont 108304 personnes qui ont bénéficié du programme de réduction des risques liés aux désastres)
**Personnels internationaux:** 60
**Personnels nationaux:** 571
**Financements:** ECHO, EuropeAid, UNICEF, ACF, SIDA, DFID, CIDA, OFDA, OCHA, PAM, PNUD, M.A.E, CIAA, Centre de Crise, AECID, Caja Navarra, Fondation de France, Agence de l'Eau Artois Picardie, Agence de l'Eau Loire Bretagne, Agence de l'Eau Rhin Meuse, Conseil général Hauts-de-Seine, Conseil régional de Bretagne, Conseil régional Ile-de-France, Conseil régional Midi-Pyrénées, SIAAP, Nantes Métropole, Système U, Universal Music France
**Volume opérationnel 2010:** 18920k€

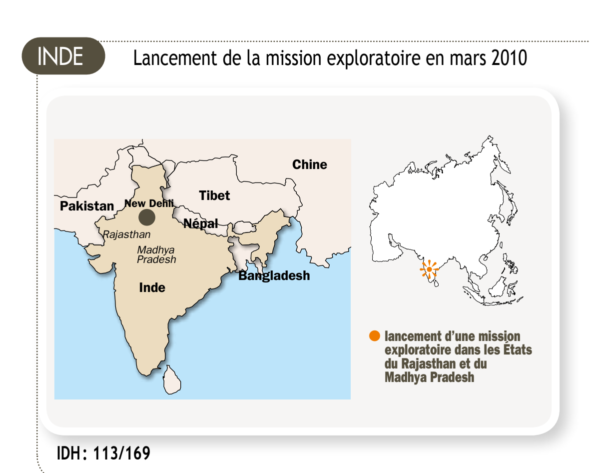
### INTERVENTIONS D'ACF

- 14282 bénéficiaires
- 292 154 bénéficiaires: 15789 tonnes de nourriture et 95549 kits distribués
- 803604 bénéficiaires
  184 points d'eau et 1533 latrines installés, 853974 séances de promotion à l'hygiène dispensées

Le 12 janvier 2010, un séisme de magnitude 7 sur l'échelle de Richter, a frappé Haïti et plus particulièrement sa capitale: Port-au-Prince. Le bilan fait état de plus de 230000 morts et 1,5 million de sans-abri dont 1,2 million de personnes rassemblées dans des camps de fortune et ce, uniquement à Port-au-Prince. Les populations sinistrées ont perdu, pour la plupart, leurs activités économiques et par conséquent leurs sources de revenus. ACF est intervenue en urgence afin de répondre aux besoins primaires des populations: eau potable, latrines, abris, cellules de soutien psychologique… En octobre 2010, une épidémie de choléra s'est déclarée dans la région de l'Artibonite et a gagné l'ensemble du pays, affectant 250000 personnes et faisant plus de 4000 morts. ACF a dispensé des séances de sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène à 275000 personnes pour lutter contre la propagation de l'épidémie. Un an plus tard, Haïti souffre encore des séquelles du séisme et ACF travaille quotidiennement auprès des Haïtiens pour les aider à reconstruire durablement leur pays.

## INDE

Lancement de la mission exploratoire en mars 2010

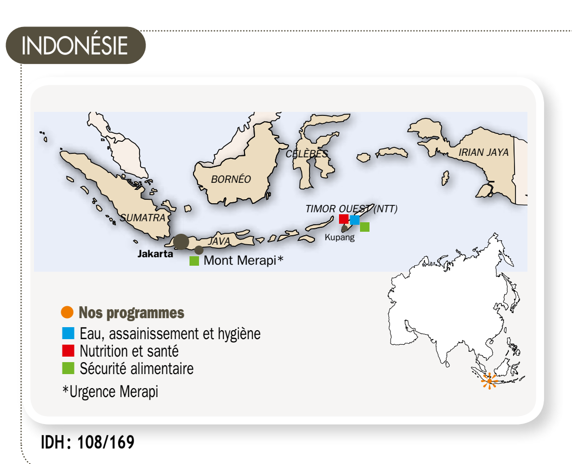



**IDH: 113/169**

**Ouverture de la mission:** 2010
**Bénéficiaires:** X
**Personnels internationaux:** 3
**Personnels nationaux:** 1
**Financement:** Fonds propres ACF
**Volume opérationnel 2010:** 145k€

Fin 2009, ACF a mené une étude sur la situation nutritionnelle en Inde. Les résultats sont inquiétants. La malnutrition est la cause d'un tiers, voire la moitié, des décès des enfants âgés de moins de 5 ans. Le Rajasthan et le Madhya Pradesh comptent parmi les États indiens enregistrant les indicateurs nutritionnels les plus alarmants. ACF a donc décidé de lancer une mission exploratoire et d'entreprendre des évaluations sur le terrain, dans les États du Rajasthan et du Madhya Pradesh pour définir un cadre d'intervention dans le traitement de la malnutrition. D'autres facteurs aggravants contribuent à la sous-nutrition: l'insécurité alimentaire et le manque d'eau, d'assainissement et d'hygiène. En effet, la majorité de la population du Rajasthan repose sur l'agriculture et l'élevage. Le remplacement de cultures vivrières par des cultures de rente constitue une menace importante. De plus, des milliers d'enfants et de femmes souffrent chaque année de maladies hydriques à cause du manque d'accès à l'eau potable. Seuls 25,1 % de la population du Rajasthan ont accès à des toilettes, chiffre qui chute à 12,9 % dans les zones rurales.

## INDONÉSIE




**IDH: 108/169**

**Ouverture de la mission:** 1997
**Bénéficiaires:** 40137
**Personnels internationaux:** 4
**Personnels nationaux:** 62
**Financement:** ECHO, AECID (Gouvernement espagnol), Centre de crise (MAE français), Aqua
**Volume opérationnel 2010:** 1550k€

### INTERVENTIONS D'ACF

- 10 261 bénéficiaires
- 14 364 bénéficiaires
- 15 512 bénéficiaires
  158 points d'eau

L'Indonésie a fait d'importants progrès vers le développement économique, la démocratisation et les réformes politiques depuis la fin des années 1990. Cependant, la pauvreté, le chômage, le manque flagrant d'infrastructures et l'inégale répartition des ressources entre les différentes régions persistent. Les bénéfices de l'essor économique ne profitent pas aux plus vulnérables. De plus, l'Indonésie est un pays enclin aux désastres. Fin octobre, l'éruption du volcan Merapi a tué plus de 300 personnes et détruit les foyers et moyens d'existence de milliers d'habitants. En ce sens, la sécurité alimentaire, la malnutrition et l'accès à l'eau et à l'assainissement restent des enjeux majeurs. Cette année, ACF est intervenue dans les villages les plus touchés pour aider les populations à retrouver rapidement leur autonomie (programmes d'aide à la reconstruction). De plus, elle a mené un programme de surveillance nutritionnelle infantile en formant du personnel local à la détection de la malnutrition. ACF a ensuite continué les programmes déjà initiés: appui aux centres communautaires pour les enfants, femmes enceintes et allaitantes, construction et rénovation des points d'eau, distribution d'outils…

## LIBERIA

IDH: 162/169

**Ouverture de la mission:** 1991
**Bénéficiaires:** 15 020
**Personnels internationaux:** 11
**Personnels nationaux:** 125
**Financement:** ECHO, SDC, ACF, Système U.
**Volume opérationnel 2010:** 1 736 k€

### INTERVENTIONS D'ACF

- 7 101 bénéficiaires
  dont 3 736 enfants de moins de 5 ans admis en CNT et 2 822 en CNS
- 924 bénéficiaires
  168 kits de semence distribués
- 6 995 bénéficiaires
  133 points d'eau installés

Après 14 années de conflit, la situation du Liberia s'est stabilisée depuis les accords de paix d'Accra signés en août 2003. Néanmoins, le Liberia vit toujours une période de transition fragile. Depuis 1990, ACF a adapté ses programmes pour lier les besoins d'urgence et de développement et a mis en place les activités suivantes: fournir les services de base à la population de manière directe ou à travers les partenariats tout en diminuant son implication directe sur les programmes de nutrition, soutenir les communautés vulnérables afin de réduire les impacts de la malnutrition, sensibiliser et mobiliser les acteurs locaux pour la continuité des programmes mis en place (eau, assainissement et hygiène; nutrition, santé et pratiques de soins; sécurité alimentaire et moyens d'existence) et améliorer les systèmes de surveillance des missions de l'Afrique de l'Ouest afin de mettre en place une politique de contingence régionale.

## MONGOLIE

IDH: 100/169

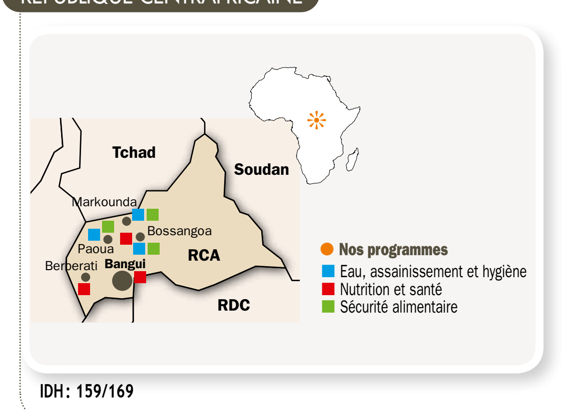
**Ouverture de la mission:** 2001
**Bénéficiaires:** 16 000
**Personnels internationaux:** 5
**Personnels nationaux:** 232
**Financement:** Agence de l'Eau Seine Normandie, Agence de l'Eau Artois Picardie, Fondation Veolia Environnement, ECHO, CIAA (ministère français des Affaires étrangères), ville de Rubrouck, ACF
**Volume opérationnel 2010:** 1 021 k€

### INTERVENTIONS D'ACF

- 16 000 bénéficiaires
  862 kits et 1000 «animal kits» distribués

La Mongolie semble sortir peu à peu de la période de transition économique qu'elle a traversée dans les années 1990. Toutefois, la situation actuelle du pays témoigne de la persistance de vulnérabilités structurelles, auxquelles s'ajoutent des problématiques environnementales. 36 % de la population vit toujours en dessous du seuil de pauvreté et les inégalités s'accroissent. Cet hiver a été marqué par une catastrophe climatique appelée Dzüd, un hiver long et froid aux températures incroyablement basses. Certains éleveurs ont perdu l'ensemble de leur cheptel. ACF a donc lancé à l'automne un programme de soutien aux agriculteurs les plus en difficulté: distribution de fourrage et nourriture pour le bétail et distribution de rations alimentaires pour maintenir le statut nutritionnel des éleveurs. En parallèle, l'amélioration de l'accès à l'eau et des conditions sanitaires dans les quartiers périurbains d'Oulan Bator reste la priorité d'ACF (développement des kiosques à eau et de sanitaires, sensibilisation de la population…).

## RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE




IDH: 159/169

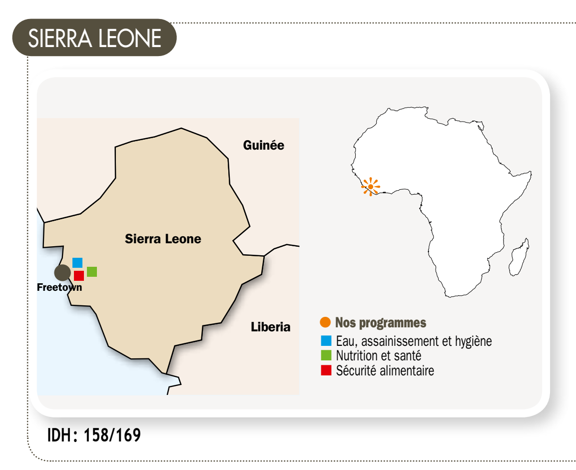
**Ouverture de la mission:** 2005
**Bénéficiaires:** 107 811
**Personnels internationaux:** 15
**Personnels nationaux:** 112
**Financement:** ACF, UNICEF, ECHO, EuropeAid, PNUD, FAO, Agence de l'eau Rhin Meuse, Système U
**Volume opérationnel 2010:** 2 291 k€

### INTERVENTIONS D'ACF

- 3 603 bénéficiaires dont 2 883 enfants de moins de 5 ans admis en CNT
- 17 376 bénéficiaires
  4 428 kits et 2 423 kits de semence distribués
- 86 832 bénéficiaires
  138 points d'eau installés et 20 318 séances de promotion à l'hygiène dispensées

La République centrafricaine est l'un des pays les plus pauvres du monde alors qu'elle possède d'énormes richesses naturelles. Les secteurs de l'économie ont été dévastés par les multiples crises politico-militaires. La pauvreté est omniprésente, l'accès aux services d'éducation et de santé de base est limité. Si 2010 se caractérise par une stabilité relative dans le nord du pays, la situation sécuritaire dans le nord-est et le sud-est s'est en revanche fortement détériorée. L'urgence de Berberati a mis en évidence l'extrême vulnérabilité des Centrafricains alors victimes de la crise économique. Les interventions d'ACF visent à améliorer la prévention et la prise en charge de la malnutrition ainsi que l'accès à l'eau et à l'assainissement en collaboration avec les autorités sanitaires, mais également à augmenter les capacités de résilience aux chocs des populations centrafricaines.

## SIERRA LEONE




IDH : 158/169

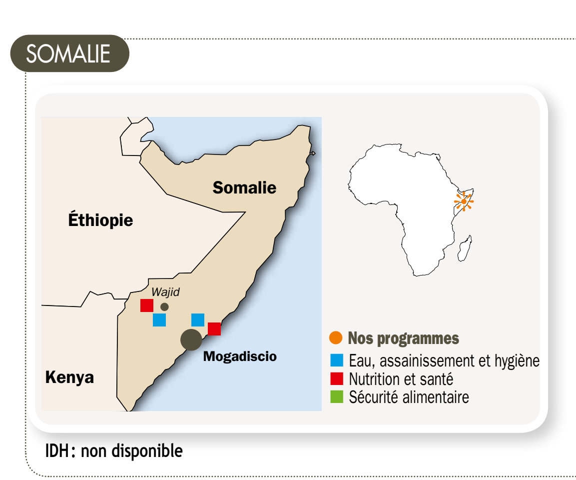
**Ouverture de la mission :** 1991
**Bénéficiaires :** 8 518 bénéficiaires
**Personnels internationaux :** 7
**Personnels nationaux :** 42
**Financement :** ACF, DFID, UNICEF, PAM, IrishAid, FAO
**Volume opérationnel 2010 :** 894 k€

### INTERVENTIONS D'ACF

- 994 bénéficiaires dont 942 enfants de moins de 5 ans admis en CNT
- 1 524 bénéficiaires
- 6 000 bénéficiaires
  3 points d'eau installés
  et 100 séances de promotion
  à l'hygiène dispensées

Grâce à l'accord de paix conclu en 2001, la stabilité en Sierra Leone s'est installée après 10 ans de guerre civile. Toutefois, la situation reste préoccupante et la crise financière de 2009 a eu un fort impact sur l'économie sierra-léonaise. La stratégie d'ACF en Sierra Leone est une stratégie de relance et de développement. Les actions se fondent avant tout sur un partenariat avec les acteurs locaux et les groupes de travail au niveau national. ACF développe les actions suivantes : support au ministère de la Santé pour le traitement de la malnutrition aiguë sévère, en particulier sur les jeunes enfants, restauration des moyens de subsistance des populations vulnérables et le renforcement de leur résilience suite à des crises alimentaires, hydriques mais également nutritionnelles, développement de nouveaux partenariats nationaux et locaux afin d'atteindre de nouveaux bénéficiaires et maintien de la capacité d'ACF à assurer l'efficacité et l'efficience de ses réponses aux crises.

## SOMALIE




IDH : non disponible

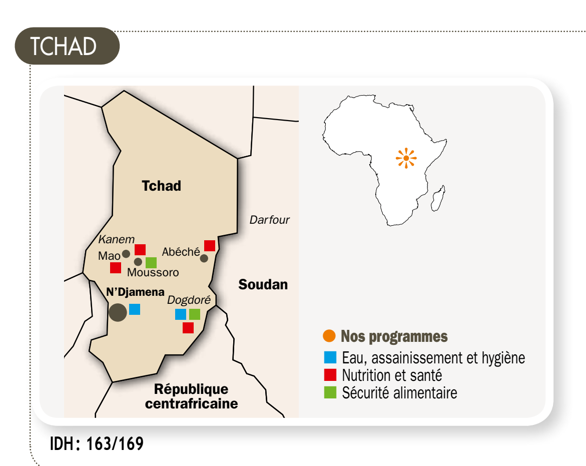
**Ouverture de la mission :** 1992
**Bénéficiaires :** 186 094
**Personnels internationaux :** 8
**Personnels nationaux :** 200
**Financement :** ECHO, DFID, CERF, SDC
**Volume opérationnel 2010 :** 3 234 k€

### INTERVENTIONS D'ACF

- 66 094 bénéficiaires
  dont 17 885 enfants de moins de 5 ans
  admis en CNT
- 120 000 bénéficiaires
  200 points d'eau installés

Le contexte politique et sécuritaire du pays s'est dégradé ces trois dernières années, dé-stabilisant profondément la Somalie notamment dans la région Sud-Centrale. A Mogadiscio, capitale du pays, les conflits permanents entre rebelles et forces du gouvernement ont eu un impact dévastateur sur les civils. L'aide humanitaire est cruciale dans ce contexte mais l'insécurité rend l'accès aux populations extrêmement difficile et pose un vrai défi aux acteurs humanitaires. ACF a tout de même réussi à maintenir ses actions de nutrition, de santé primaire et d'accès à l'eau potable dans la capitale et sur la zone rurale de Wajid en adaptant son mode de fonctionnement. Les équipes d'ACF s'appuient désormais sur les équipes nationales.

## TCHAD




IDH : 163/169

**Ouverture de la mission :** 1982
**Bénéficiaires :** 363 127
**Personnels internationaux :** 27
**Personnels nationaux :** 280
**Financement :** ACF, ECHO, DFID, OFDA, SIDA, UNICEF, PAM, FAO, Fondation Suez Environnement, UBS, Agence de l'eau Rhin Meuse, Ambassade de France
**Volume opérationnel 2010 :** 4 741 k€

### INTERVENTIONS D'ACF

- 45 227 bénéficiaires dont 11 679
  enfants de moins de 5 ans admis
  en CNT et 4 650 enfants en CNS
- 82 896 bénéficiaires
  2 687 tonnes de nourriture, 284 682 kits
  et 4 150 kits de semence distribués
- 235 004 bénéficiaires
  23 points d'eau et 46 latrines installés,
  33 191 séances de promotion à
  l'hygiène dispensées

La population tchadienne connaît une situation globalement précaire au regard des niveaux d'accès aux services de base (éducation, santé), des degrés d'insécurité alimentaire et des taux de mortalité et de morbidité. Le pays s'inscrit dans un contexte régional politique et sécuritaire fragile, auquel s'ajoute une contestation politique interne particulièrement marquée ces dernières années. Au cours de l'année 2010, la crise nutritionnelle, les inondations et l'épidémie de choléra ont éprouvé une population déjà vulnérable. Dans le même temps, la nature avant tout structurelle de la crise nutritionnelle dans la bande sahélienne s'est confirmée. Les principales interventions d'ACF en 2010 sont tout d'abord au Kanem pour la prévention, la détection et la prise en charge en charge de la malnutrition aiguë des enfants de moins de 5 ans ainsi qu'un programme en eau, assainissement et hygiène. A partir de septembre 2010, ACF s'est mobilisée lors de l'apparition d'une épidémie de choléra dans la zone du lac Tchad. Enfin dans l'Est, ACF porte assistance aux déplacés internes.

## ZIMBABWE

Zambie
Mozambique
Harare
Midlands
Manicaland
Zimbabwe
Matabeleland Sud
Botswana
Afrique du Sud

Nos programmes
- Eau, assainissement et hygiène
- Nutrition et santé
- Sécurité alimentaire

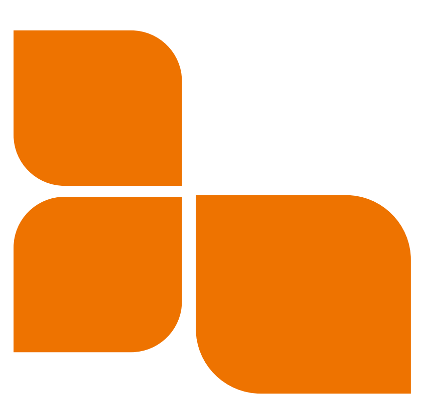
IDH : 169/169

**Ouverture de la mission :** 2002
**Bénéficiaires :** 461 593
**Personnels internationaux :** 7
**Personnels nationaux :** 232
**Financements :** EuropeAid, ECHO, DFID, OFDA, CIDA, CIAA, UNICEF, Gouvernement japonais, Gouvernement des Pays-Bas, ACF, Agence de l'Eau Seine Normandie, Agence de l'Eau Adour Garonne
**Volume opérationnel 2010 :** 7 446 k€

### INTERVENTIONS D'ACF

- 2 400 bénéficiaires
- 228 550 bénéficiaires
  7 543 kits dont 5 893 kits de semence distribués
- 230 643 bénéficiaires
  454 points d'eau et 1 743 latrines installés, 10 079 séances de promotion à l'hygiène dispensées

Le Zimbabwe poursuit sa politique de redressement grâce à une stratégie de « dollarisation » (remplacement de la monnaie nationale par le dollar) qui a permis d'accroître sa stabilité économique. L'épidémie de choléra de 2009 qui a fait plus de 4 000 morts a laissé d'importantes séquelles. ACF considère que le choléra reste une menace réelle et a mis en place des mesures préventives ainsi que des procédures de réponse rapide. La stratégie d'ACF est de renforcer la préparation à la détection et à la réponse aux besoins humanitaires, de détecter et prévenir le traitement de la malnutrition grâce à une approche intégrée (combinaison des programmes : eau, assainissement et hygiène ; sécurité alimentaire et moyen d'existence et nutrition) tout en augmentant sa capacité à impliquer les acteurs locaux à ces problématiques.





© Jacques Langevin/Deadline - Somalie



© Damien Guerchois - Soudan

# LES COMPTES 2010


© Emmanuel Simiond - Burundi


© Laurent Theteen - Mali

## LES ÉLÉMENTS SIGNIFICATIFS DE 2010

Concernant l'exercice 2010, les faits marquants sont les suivants :

- Augmentation significative du montant total des emplois, de 80,3 M€ en 2009 à 102,2 M€ en 2010, soit +27 %.
- Des dépenses opérationnelles à l'international en augmentation, à 60,5 M€ contre 45,1 M€ en 2009, notamment suite au tremblement de terre en Haïti.
  - un volume opérationnel en Haïti qui passe de 4,2 M€ en 2009 à près de 19 M€ en 2010, soit une augmentation d'environ 15 M€ ;
  - d'autres missions sont en augmentation, notamment l'Afghanistan, le Tchad, le Zimbabwe ou la Mongolie. Certaines sont en retrait, comme le Soudan (suite de la fermeture de la mission en 2009), le Liberia ou la Somalie ;
  - des dépenses opérationnelles réparties de façon équilibrée sur nos missions, mise à part la mission Haïti qui représente 30 % du total des dépenses ;
  - à noter la fermeture en 2010 de la mission Caucase.
- Une très forte progression des ressources issues de la générosité publique avec une augmentation de près de 30 % par rapport à 2009, et ce principalement suite aux appels aux dons concernant le séisme en Haïti.
- Des dépenses non opérationnelles en faible progression par rapport aux dépenses opérationnelles (+7 % pour les Frais de Recherche de Fonds et +12 % pour les Frais de Fonctionnement), augmentant ainsi l'efficience de notre organisation.
- Un excédent de gestion significatif de 6 914 k€ (à comparer à 6 278 k€ avant affectation en fonds dédiés en 2009) lié principalement à une performance de la collecte de fonds supérieure au budget (hors séisme en Haïti), ainsi qu'un effet provisions et des dépenses en retrait sur les frais de recherche de fonds et de sensibilisation. Un excédent qui peut permettre à l'association :
  - d'augmenter ses Fonds Associatifs, ce qui est conforme à l'augmentation de notre activité ;
  - d'alimenter des réserves dédiées aux missions sociales comme présenté page 26.
- Des fonds associatifs qui passent, après affectation du résultat et hors réserves pour projets associatifs, à 24,7 M€, permettant à l'association de financer 3,4 mois d'activité en fonds propres en cas de forte réduction de nos ressources.
- Une meilleure répartition de nos ressources par bailleurs de fonds institutionnels, avec une baisse sensible des ressources de l'Union européenne-ECHO (qui passent de 48,8 % à 36 %) et une augmentation de certains bailleurs (par exemple, les collectivités locales de 1,8 % à 6 %, le gouvernement américain de 3,9 % à 6 %).
- Une amélioration de nos principaux ratios, avec une amélioration de nos emplois en missions sociales (de 82,6 % à 85,2 %). La collecte importante à la suite du séisme en Haïti explique la réduction relative de nos frais de recherche de fonds par rapport aux ressources collectées. Les ratios relatifs à nos ressources restent stables entre les ressources d'origine privée (total de 41,8 % contre 40,8 % en 2009) et celles d'origine publique (54,6 % contre 56,1 %).

## PERSPECTIVES 2011

Le budget de l'exercice 2011 a été voté en séance du conseil d'administration du 16 décembre 2010.

Ce nouveau budget prévoit des dépenses opérationnelles de 56 M€ en retrait par rapport aux dépenses opérationnelles de 2010 à 60,5 M€ mais en hausse par rapport au budget 2010 qui ne tient pas compte des dépenses opérationnelles liées au séisme en Haïti (50 M€).

Il est à prévoir néanmoins des dépenses opérationnelles supérieures au budget du fait des suites des opérations en Haïti ainsi que de la crise en Côte d'Ivoire. Il est donc possible que l'année 2011 voit une activité opérationnelle similaire à 2010.

Les objectifs de collecte de fonds privés pour 2011 ont été fixés à 34,7 M€, inférieurs à ceux réalisés en 2011 à 39,5 M€, afin de tenir compte des effets du séisme en Haïti sur la collecte 2010.

L'année 2011 sera également l'occasion de mieux gérer l'excédent prévisionnel de nos ressources. Plus de 3,3 M€ (à collecter dans l'année) ont été pré-affectées aux missions sociales. Il est prévu d'augmenter le financement des opérations sur fonds propres en 2011.

## EMPLOIS ET RESSOURCES EN 2010

**Le modèle socio-économique**

L'ensemble de l'activité d'Action contre la Faim est financée d'une part grâce à des dons d'origine privée (générosité du public, mécénat et partenariats), d'autre part avec des subventions octroyées par des bailleurs institutionnels.

L'augmentation constante des fonds privés nous permet de répondre davantage aux besoins à travers le développement de nos programmes mais également de gérer au mieux notre indépendance. Ainsi, le budget 2011 prévoit de financer 28 % de notre activité opérationnelle (contre 22 % en 2010), nous permettant, selon les contextes d'intervention, de favoriser des financements totalement indépendants de financements en provenance d'États.

**Meilleure évaluation du report des ressources du compte annuel d'emploi des ressources**

Lors de l'élaboration du Compte d'Emploi des Ressources 2009, la méthode forfaitaire avait été utilisée pour reconstituer le montant des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées (cf. avis n° 2008-08 du Conseil National de la Comptabilité).

Afin d'améliorer la communication financière et de mieux refléter la réalité économique, nous avons procédé à une analyse plus approfondie de la constitution des comptes de réserves de l'association. Le calcul a été fait sur 9 ans, en prenant en compte les différentes sources de financement de l'association, et en excluant les subventions de ce calcul.

Le report des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées au 1er janvier 2009 a été ainsi recalculé (16 179 041 euros au lieu de 6 844 979 euros), ce qui impacte de 9 334 062 euros le montant de ce report début 2010.

**Les emplois (colonne 1) et les ressources (colonne 2) de l'année**

Les graphiques de la page suivante montrent que, pour 100 euros dépensés en emplois, 85,2 euros sont dépensés en Missions Sociales, 11,3 en Recherche de Fonds, et 3,4 en Frais de Fonctionnement.

Les ressources sont issues à 38,3 % de la générosité du public, à 54,6 % des subventions et autres concours publics (bailleurs de fonds institutionnels) et à 3,5 % d'autres fonds privés (mécénat).

**Utilisation des ressources 2010 (colonnes 3 et 4)**

Sur un total d'emplois de 86 M€, 31 M€ ont été financés par la générosité du public, contribuant principalement au financement d'une partie des missions sociales et des frais de recherche de fonds.

Fait à Paris, lundi 31 mai 2010
Le trésorier, Stéphanie Rivoal

# ACTION CONTRE LA FAIM
# COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES 2010

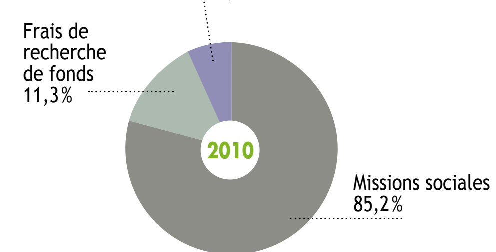
| EMPLOIS (en milliers d'euros) | Emplois de 2010 = compte de résultat (1) | Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur 2010 (3) |
|---|---|---|
| 1 - MISSIONS SOCIALES | 73 483 | 21 565 |
| 1.1 - MISSIONS SOCIALES RÉALISÉES EN FRANCE | 1 957 | |
| Actions réalisées directement | 1 957 | |
| Versements à d'autres organismes agissant en France | 0 | |
| 1.2 - MISSIONS SOCIALES RÉALISÉES A L'ETRANGER | 71 526 | |
| Actions réalisées directement | 71 125 | |
| Versements à un organisme central ou d'autres organismes | 401 | |
| 2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS | 9 757 | 9 286 |
| 2.1 - FRAIS D'APPEL A LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC | 9 286 | |
| 2.2 - FRAIS DE RECHERCHE DES AUTRES FONDS PRIVÉS | 470 | |
| 2.3 - CHARGES LIÉES À LA RECHERCHE DE SUBVENTIONS | 0 | |
| 3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT | 2 967 | 142 |
| TOTAL | | 30 993 |
| I - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RÉSULTAT | 86 207 | |
| II - DOTATIONS AUX PROVISIONS | 3 653 | |
| III - ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES | 5 439 | |
| IV - EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE | 6 914 | |
| V - TOTAL GÉNÉRAL | 102 213 | |
| V - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public | | 230 |
| VI - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public | | 31 |
| VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public | | 31 192 |
| ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | 4 745 | |

| RESSOURCES (en milliers d'euros) | Ressources collectées sur 2010 = compte de résultat (2) | Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2010 (4) |
|---|---|---|
| REPORT DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN DÉBUT D'EXERCICE | | 16 583 |
| 1 - RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC | 36 140 | 36 140 |
| 1.1 - DONS ET LEGS COLLECTÉS | 32 030 | |
| Dons manuels non affectés | 26 013 | |
| Dons manuels affectés | 5 390 | |
| Legs et autres liberalités non affectés | 627 | |
| Legs et autres liberalités affectés | 0 | |
| 1.2 - AUTRES PRODUITS LIÉS À L'APPEL À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC | 4 110 | |
| 2 - AUTRES FONDS PRIVÉS | 3 312 | |
| 3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS | 51 527 | |
| 4 - AUTRES PRODUITS | 3 398 | |
| I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RÉSULTAT | 94 378 | |
| II - REPRISES DES PROVISIONS | 4 648 | |
| III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTERIEURS | 3 187 | |
| IV - VARIATION DES FONDS DÉDIÉS COLLECTES AUPRÈS DU PUBLIC | | -1 756 |
| V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE | | |
| VI - TOTAL GÉNÉRAL | 102 213 | 34 384 |
| VI - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public | | 31 192 |
| SOLDE DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN FIN D'EXERCICE | | 19 775 |
| ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | 4 745 | |

Les différentes rubriques d'emploi comprennent à la fois les charges externes (achats, honoraires, déplacements…) et les salaires des personnels affectés à ces rubriques.

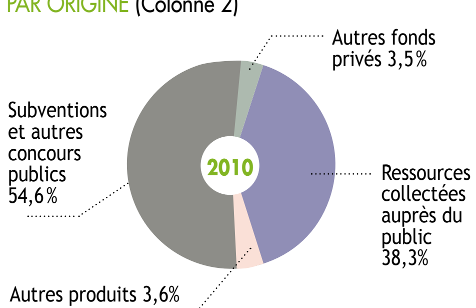



## RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR DESTINATION (Colonne 1)




Ce graphique présente le montant de chaque rubrique d'emploi par rapport au total des emplois du Compte d'Emploi des Ressources (total I).

## RÉPARTITION DES RESSOURCES PAR ORIGINE (Colonne 2)




Ce graphique présente le montant de chaque type de ressource par rapport au total des ressources du Compte d'Emploi des Ressources (total I).

# ACTION CONTRE LA FAIM
# BILAN 2010

Les comptes 2010 d'Action Contre la Faim ont été certifiés par le cabinet Ernst & Young.

| ACTIF (en milliers d'euros) | 2010 Brut | 2010 Amort./Dépr. | 2010 Net | 2009 Net |
|---|---|---|---|---|
| Immobilisations incorporelles siège | 438 | 416 | 23 | 47 |
| Immobilisations corporelles siège | 2 264 | 1 847 | 417 | 351 |
| Immobilisations corporelles missions | 1 775 | 1 407 | 368 | 458 |
| Immobilisations financières | 226 | 0 | 226 | 242 |
| **Actif Immobilisé** | **4 703** | **3 670** | **1 033** | **1 097** |
| Stocks | 967 | 46 | 921 | 969 |
| Créances bailleurs de fonds | 19 741 | 3 186 | 16 555 | 20 572 |
| Autres créances | 1 803 | 13 | 1 790 | 1 789 |
| Créances sur le réseau | 358 | 0 | 358 | 913 |
| Valeurs mobilières de placement | 33 168 | 0 | 33 168 | 20 783 |
| Disponibilités missions | 4 360 | | 4 360 | 4 057 |
| Disponibilités siège | 4 382 | | 4 382 | 4 106 |
| **Actif circulant** | **64 778** | **3 245** | **61 534** | **53 189** |
| **Comptes de régularisation** | **789** | | **789** | **1 462** |
| **Total Actif** | **70 270** | **6 915** | **63 356** | **55 748** |

| PASSIF (en milliers d'euros) | 2010 | 2009 |
|---|---|---|
| Fonds associatifs | 23 672 | 21 593 |
| Fonds de développement | 0 | 0 |
| Résultat de l'exercice | 6 914 | 2 079 |
| **Fonds propres** | **30 586** | **23 672** |
| **Provision pour risques & charges** | **1 588** | **4 765** |
| **Fonds dédiés** | **12 558** | **10 307** |
| Emprunt et dettes assimilées | 0 | 0 |
| Avances bailleurs de fonds | 11 330 | 10 245 |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 2 981 | 2 215 |
| Dettes fiscales et sociales | 3 124 | 2 711 |
| Autres dettes | 187 | 463 |
| Dettes réseau | 364 | 386 |
| **Dettes** | **17 987** | **16 019** |
| **Comptes de régularisation** | **637** | **985** |
| **Total Passif** | **63 356** | **55 748** |

## AFFECTATION DU RÉSULTAT 2010

**L'affectation de l'excédent de gestion 2010 de 6 914 K€ est la suivante :**

| | |
|---|---|
| **Réserves pour projet associatif** | **5 910 K€** |
| Recherche appliquée | 700 K€ |
| Programmes opérationnels | 4 910 K€ |
| Développement international | 300 K€ |
| **Fonds associatifs** | **1 004 K€** |

Il est à noter la création cette année de réserves pour projet associatif. Ce sont des réserves dédiées à des utilisations précises comme ici indiqué : Recherche Appliquée, Programmes Opérationnels mais aussi le Développement du Réseau ACF-IN, central dans la stratégie à moyen terme de l'association.

Ces réserves pour projet associatif succèdent au procédé d'affectation de l'excédent de gestion aux fonds dédiés, décidés en Assemblée Générale depuis quelques années. Il est à noter que nous avons choisi en 2010 de lui préférer la méthode la plus communément utilisée des réserves spéciales, appelées ici Réserves pour Projet Associatif. A la différence des Fonds Associatifs qui servent à la solidité financière de notre association et de fait à la pérennité de ses opérations, les Réserves pour Projet Associatif ont vocation à être utilisées pour leur objet dès l'apparition d'un besoin, et de communiquer aux lecteurs de notre information financière l'utilisation envisagée de nos réserves actuelles.


© ACF-NY, Tine Frank – Soudan

# MERCI À NOS PARTENAIRES !

**Les projets d'Action contre la Faim ne pourraient aboutir sans la contribution de ses différents partenaires (particuliers, partenaires privés, partenaires publics et partenaires techniques).**

## PARTICULIERS

Un grand merci à nos 440 531 généreux donateurs qui ont continué à se mobiliser à nos côtés en 2010, portant la collecte issue des particuliers à 32,1 millions d'euros.

## PARTENAIRES PRIVÉS

Nous adressons nos plus sincères remerciements à l'ensemble de nos partenaires qui, en 2010, ont permis à Action contre la Faim de collecter plus de 4,6 millions d'euros : Fonds de dotation Agnès B, Airbus Corporate Foundation, Air France, ALPINA Savoie, Amundi, Aquassistance, Association de Tours Operateurs-CETO, Automobiles Citroën, Avis de Tempête, The Boston Consulting Group, Blue Planet Editions, BNP Paribas, Boulangeries PAUL, BRITA France, Cartier, Charal, CIC, Compagnons du Goût, Crédit Coopératif, DHL Express, Eden Park, Emeraude International, Eurek'Art, Eyes Up, Fondation Ouest France, Fondation S.A.S. Prince Albert II, Fondation SUEZ ENVIRONNEMENT, Fondation Véolia Environnement, GIOTTO, Groupe Chèque Déjeuner, HSBC, IDEAM, Les Inrockuptibles, JCDecaux, JNF Productions, JouéClub, K-TRANS, Laïta, Magasins U, Maximiles, Mediaprism, Papeteries Pichon, Pomme de Pain, Saint-Gobain, SFR, Smart Pharma Consulting, Société Générale, Solidaime, Select Service Partner, Universal Music France, Viadeo, Viquel, Visas Express, Warner Music France, WeightWatchers, 750 grammes et tous les autres…

## PARTENAIRES PUBLICS

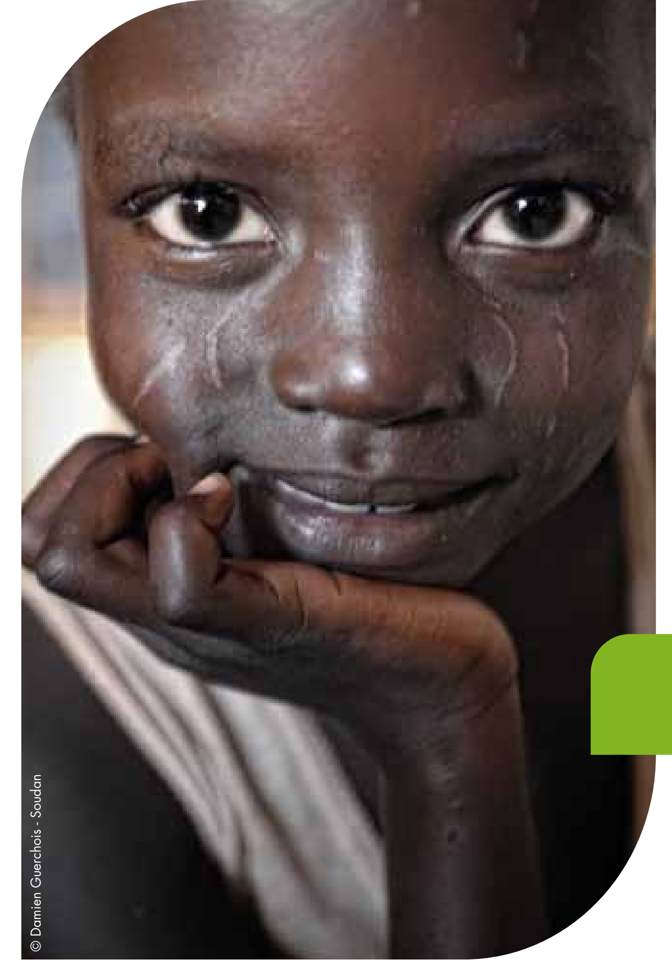
**En France :** En 2010, cinq des six agences de l'eau françaises (Seine Normandie, Adour-Garonne, Artois Picardie, Rhin-Meuse et Loire Bretagne) ont renouvelé leur engagement à nos cotés.
Nous souhaitons également remercier les Conseils régionaux Ile-de-France, Bretagne, Midi-Pyrénées, Nord-Pas de Calais et les Conseils généraux Hauts-de-Seine et Val de Marne ainsi que le SIAAP et l'ensemble des collectivités territoriales qui nous ont soutenus suite au séisme d'Haïti.
Nous tenons à remercier particulièrement la Ville de Paris pour sa confiance et son soutien.
Puis, nous remercions le gouvernement français au travers du CIAA, du Centre de Crise et de l'AFD qui a renouvelé son soutien à des actions d'Action contre la Faim sur les missions.

**A l'international :** Les bailleurs de fonds publics à l'international restent les partenaires principaux d'Action contre la Faim dans la mise en œuvre des programmes et projets sur les missions. En 2010, **l'Union Européenne** au travers d'ECHO et d'EuropeAid, les **gouvernements** américain au travers d'OFDA (USAID) et du BPRM, britannique (DFID), espagnol (AECID), canadien (ACDI/CIDA), suisse (DDC/SDC), néerlandais, suédois (SIDA) , ainsi que certaines **ambassades** (Japon, Danemark, Irlande), plusieurs agences des **Nations Unies** (UNICEF, PAM, FAO, OCHA, UNHCR) ont renouvelé et affirmé leur confiance dans la pertinence, l'efficacité et la qualité des actions entreprises par Action contre la Faim dans le cadre de situations de préparation aux désastres, de crise et de post-crise.

## PARTENAIRES TECHNIQUES

En 2010, Action contre la Faim a renforcé ses liens avec l'institut Bioforce Développement, le Comité National d'éthique, la fondation régionale d'Afrique de l'Ouest 2IE, les **universités** de Cranfield et le WEDC (Royaume-Uni), ainsi que les universités d'Avignon, de Paris VI, l'Université des Sciences et Technologies de Pékin, l'Université de Gent (Belgique), London School of Hygien and Tropical Medecine, University College of London, Tufts University (Boston) , l'école des Ponts et Chaussées, le LATTS, l'Ecole des Mines de Paris, l'ENN, Overseas Development Institute (ODI), les CDC (Centers for Disease Control and Prevention), avec les **centres de recherche** de l'Institut de Recherche et Développement en France et le CEFIRSE (Inde), de l'Institute of Development Studies, le CNRS, avec les **organisations** World Food Programme, Food and Agriculture Organization, Save the Children-UK, Concern, TearFund, MSF, Valid International, Oxfam, CARE, VOICE, Infant Feeding in emergency, et le Humanitarian Health and Nutrition Tracking Service (HNTS)
Action contre la Faim a également travaillé en étroite collaboration avec le SCN (Standing Committee on Nutrition / Comité permanent sur la Nutrition) et l'IDS (Institute of Development Studies), et a poursuivi son partenariat avec le Global Nutrition Cluster et le Global WASH Cluster, ainsi que ses partenariats de plaidoyer technique existants avec le Partenariat Français de l'Eau, l'Académie de l'Eau, la Coalition Eau et la fondation de End Water Poverty (UK), les partenaires locaux ACABEF (RCA), ACRA et SOS-Sahel (Burkina Faso), ADEMA (Haïti), Yasna (Indonésie), GWEI (Libéria), DCSA (Afghanistan), CIRSEE (Centre International de Recherche Sur l'Eau et l'Environnement).


© Susana Vera - Colombie


© Damien Guerchois - Soudan

# LAISSER UN ENFANT MOURIR DE FAIM C'EST L'ASSASSINER

NE JAMAIS OUBLIER. NE JAMAIS RENONCER.




www.actioncontrelafaim.org

Publicis Consultants | Photo : xxxxxxxxxxx